



**RAPPORT
DU
COMITÉ DES CONTRIBUTIONS**

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

**DOCUMENTS OFFICIELS : VINGT-QUATRIÈME SESSION
SUPPLÉMENT N° 11 (A/7611)**

NATIONS UNIES

**RAPPORT
DU
COMITÉ DES CONTRIBUTIONS**

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

**DOCUMENTS OFFICIELS : VINGT-QUATRIÈME SESSION
SUPPLÉMENT N° 11 (A/7611)**



NATIONS UNIES

New York, 1969

NOTE

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres. La simple mention d'une cote dans un texte signifie qu'il s'agit d'un document de l'Organisation.

TABLE DES MATIERES

	<u>Paragraphes</u>	<u>Pages</u>
I. Composition du Comité	1 - 2	1
II. Questions examinées à la session	3 - 5	1
III. Examen des critères et du mandat appliqués actuellement pour établir le barème des quotes-parts	6 - 50	2
A. Résumé des opinions exprimées à la Cinquième Commission lors de la vingt-troisième session de l'Assemblée générale ainsi que des représentations faites par les Etats Membres	10 - 11	3
B. Examen des critères et du mandat sur lesquels le Comité s'est fondé pour établir le barème des quotes-parts et observations du Comité sur les opinions exprimées au cours des débats de la Cinquième Commission et dans les représentations faites par des Etats Membres	12 - 46	7
C. Conclusions générales	47 - 50	25
IV. Autres questions examinées par le Comité	51 - 53	26

ANNEXES

I. Mandat du Comité	27
II. Relevé des contributions obligatoires et volon- taires versées par les Etats Membres pour les exercices 1967 et 1968	33
III. Evolution du produit national net, de la population et du produit par habitant pour divers groupes de pays	44

I. COMPOSITION DU COMITE

1. La vingt-neuvième session du Comité des contributions s'est tenue au Siège de l'Organisation des Nations Unies du 31 mars au 25 avril 1969. Etaient présents les membres suivants :

Syed Amjad Ali
M. Raymond T. Bowman
M. N. Fakhraddine
M. J. P. Fernandini
M. T. Idzumbuir
M. F. Nouredin Kia
M. S. Raczkowski
M. John I. M. Rhodes
M. D. Silveira da Mota
M. Maurice Viaud
M. A. V. Zakharov
M. Abele Zodda

2. Le Comité a réélu Syed Amjad Ali président et M. Kia vice-président.

II. QUESTIONS EXAMINEES A LA SESSION

3. L'Assemblée générale a adopté, le 21 décembre 1968, la résolution suivante [résolution 2472 B (XXIII)] :

"L'Assemblée générale,

Considérant que, lors de ses dernières sessions, certains doutes ont été émis quant aux directives élaborées au cours des 20 dernières années pour servir de cadre aux travaux du Comité des contributions,

Considérant également qu'à la vingt-deuxième session de l'Assemblée générale il a été suggéré, à la Cinquième Commission, que le Comité des contributions examine les divers critères appliqués aux fins de l'établissement du barème des quotes-parts,

Considérant en outre qu'après avoir procédé à l'examen demandé le Comité des contributions a lui-même conclu, au paragraphe 52 de son premier rapport 1/, que c'est à l'Assemblée générale qu'il appartient de se prononcer sur la question de savoir si ce mandat, dont certains éléments ont été définis il y a 20 ans, répond encore à son objet et est suffisamment précis,

1/ Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-troisième session, Supplément No 10 (A/7210).

Exprimant le désir de disposer de tous les éléments d'appréciation nécessaires pour pouvoir s'acquitter de la tâche indiquée à l'alinéa précédent et, le cas échéant, pour pouvoir donner au Comité des contributions des directives qui répondent d'aussi près que possible aux réalités économiques des Etats Membres, particulièrement à celles des pays en voie de développement, et aux autres réalités des Etats Membres à l'égard de l'Organisation des Nations Unies,

1. Prie le Comité des contributions de continuer d'examiner les critères qu'il applique actuellement pour établir le barème des quotes-parts, ainsi que son mandat, compte tenu des débats consacrés à cette question lors des vingt-deuxième et vingt-troisième sessions de l'Assemblée générale et des opinions que les Etats Membres ont déjà formulées ou pourront faire connaître par écrit au Comité;

2. Prie également le Comité des contributions de présenter un rapport à l'Assemblée générale pour qu'elle l'examine à sa vingt-quatrième session."

4. En exécution de la résolution de l'Assemblée générale, le Comité a examiné de façon détaillée les critères qu'il applique actuellement pour établir le barème des quotes-parts ainsi que son mandat, compte tenu des débats consacrés à cette question lors des vingt-deuxième et vingt-troisième sessions de l'Assemblée générale et des opinions que les Etats Membres ont fait connaître par écrit au Comité. Le texte du mandat du Comité est reproduit dans l'annexe I au présent rapport.

5. En vertu de l'article 161 du règlement intérieur de l'Assemblée générale, le Comité a aussi examiné l'état des contributions recouvrées.

III. EXAMEN DES CRITERES ET DU MANDAT APPLIQUES ACTUELLEMENT. POUR ETABLIR LE BAREME DES QUOTES-PARTS

6. Dans la section IV de son rapport à la vingt-troisième session de l'Assemblée générale 2/, le Comité des contributions a présenté un résumé et un examen des opinions exprimées au sujet des barèmes des quotes-parts par la Cinquième Commission lors de la vingt-deuxième session de l'Assemblée générale, ainsi que des représentations faites par les Etats Membres.

7. Au cours des débats consacrés par la Cinquième Commission au rapport du Comité des contributions pendant la vingt-troisième session de l'Assemblée générale, certaines délégations ont exprimé l'avis que, dans son rapport, le Comité avait analysé avec soin les observations faites à la Cinquième Commission lors de la session précédente de l'Assemblée générale et avait présenté de façon nette les rapports entre tous les critères différents qui devaient entrer en ligne de compte aux fins de l'établissement des quotes-parts. Plusieurs délégations ont

2/ Ibid.

également appuyé la conclusion que le Comité des contributions avait formulée dans son rapport en déclarant que le barème des quotes-parts qu'il avait recommandé pour 1968, 1969 et 1970 et qui avait été approuvé par l'Assemblée générale était juste et équitable et était pleinement conforme à son mandat et aux directives actuelles de l'Assemblée. D'autres délégations se sont déclarées déçues du fait que le Comité n'avait jugé possible d'appuyer aucune des diverses suggestions faites par les délégations en vue de modifier le système actuel des quotes-parts, pas plus qu'il n'avait analysé les problèmes en jeu. Ces délégations étaient d'avis que le moment était venu de revoir, de clarifier et peut-être d'élargir le mandat du Comité des contributions.

8. Lorsque la date du 31 mars 1969 a été arrêtée pour la réunion de la vingt-neuvième session du Comité des contributions, le Secrétaire général, conformément à la pratique établie, a informé les Etats Membres des dates fixées pour les séances, afin qu'ils puissent présenter leurs observations par écrit.

9. A sa vingt-neuvième session, le Comité a étudié les opinions exprimées aux 1257ème, 1258ème, 1263ème et 1266ème séances de la Cinquième Commission lors de l'examen du point 77 de l'ordre du jour (Barème des quotes-parts pour la répartition des dépenses de l'Organisation des Nations Unies) et dans le rapport de la Cinquième Commission sur cette question 3/, ainsi que les vues exprimées sur ce sujet à la Cinquième Commission lors de la vingt-deuxième session de l'Assemblée générale et les représentations faites par les Etats Membres. En outre, le Comité a examiné les représentations qui lui étaient soumises à sa vingt-neuvième session par le Canada, la Grèce et le Japon.

A. Résumé des opinions exprimées à la Cinquième Commission lors de la vingt-troisième session de l'Assemblée générale ainsi que des représentations faites par les Etats Membres 4/

10. Le Comité des contributions a pris note des observations principales suivantes, qui ont été exprimées au cours des débats de la Cinquième Commission lors de la vingt-troisième session de l'Assemblée générale, et dont certaines avaient déjà été présentées à la vingt-deuxième session :

a) Il a été dit que le barème adopté pour 1968, 1969 et 1970 prouvait qu'il fallait revoir les critères et directives actuels régissant l'établissement des quotes-parts. Dans ce barème, la quote-part des pays hautement industrialisés et développés, à quelques très rares exceptions près, avait été diminuée, tandis que la quote-part d'un grand nombre de pays en voie de développement avait été augmentée. Cet état de choses, a-t-on dit, était incompatible avec les réalités économiques de la situation mondiale.

3/ Ibid., vingt-troisième session, Annexes, point 77 de l'ordre du jour, document A/7451.

4/ Les opinions résumées ici sont, dans une très large mesure, exprimées dans les termes mêmes utilisés par les délégations lorsqu'elles ont présenté les observations ou suggestions figurant dans la documentation en cause.

b) En ce qui concerne le dégrèvement en faveur des pays dont le revenu par habitant est faible et la résolution 2118 (XX) de l'Assemblée générale demandant que l'on prête dûment attention aux problèmes propres aux pays en voie de développement, on a exprimé les opinions suivantes :

- i) Le Comité des contributions pourrait juger possible de mettre au point une méthode plus systématique pour accorder des dégrèvements aux pays dont le revenu par habitant est peu élevé que celle qui consiste à réduire quelque peu la quote-part des pays dont le revenu par habitant est inférieur à 300 dollars;
- ii) En vertu du régime actuel des quotes-parts, les pays dont le revenu par habitant se situe entre 300 et 1 000 dollars sont désavantagés par rapport aux pays dont le revenu par habitant est inférieur à 300 dollars, ce dont l'Assemblée générale ne tient pas compte dans sa résolution;
- iii) Il conviendrait de s'intéresser particulièrement au cas des pays en voie de développement dont la contribution a été considérablement accrue depuis qu'ils sont devenus Membres de l'Organisation;
- iv) On pourrait surmonter les difficultés qu'il y a à classer les pays dont le revenu par habitant est inférieur à 1 000 dollars dans la catégorie des pays "hautement industrialisés" ou dans celle des pays "en voie de développement" grâce à l'emploi d'indicateurs statistiques choisis;
- v) Une révision de son mandat pourrait permettre au Comité des contributions de réexaminer plus facilement des propositions antérieures, en particulier celles qui visent à ce que le montant actuel du dégrèvement en faveur des pays à faible revenu par habitant soit calculé et établi en fonction d'un "pourcentage invariable".

c) Il a été suggéré que le Comité des contributions envisage d'appliquer un coefficient d'ajustement au produit national net de chaque pays, y compris les pays dont le revenu par habitant est supérieur à 1 000 dollars, coefficients qui seraient dégressifs dans le cas des pays dont le revenu par habitant est inférieur à 1 000 dollars et progressifs dans le cas des pays dont le revenu par habitant est supérieur à ce chiffre.

d) On a fait observer que le Comité calculait la capacité de paiement des Etats Membres selon les statistiques du revenu national pendant une période donnée et ne tenait pas compte de la richesse accumulée pendant des siècles. Il a été reconnu qu'on ne disposait pas encore de critères nationaux suffisamment exacts pour évaluer ce facteur, mais qu'il serait cependant judicieux de le prendre en considération à l'avenir.

e) Tout en reconnaissant qu'il était difficile de mettre au point une méthode systématique pour tenir compte de la mesure dans laquelle les Etats Membres peuvent se procurer des devises, il a été proposé de prendre en considération, à cet égard, certains éléments nettement identifiables, comme, par

exemple, la dette extérieure des pays, en particulier des pays en voie de développement. On a mentionné également l'effet des pratiques discriminatoires dans les activités commerciales, l'application de la clause de la nation la plus favorisée et le prix de l'or artificiellement fixé sur le marché des Etats-Unis, qui compliquait pour certains pays le paiement de leur contribution en dollars des Etats-Unis.

f) On a signalé qu'il était difficile de justifier un plafond pour la contribution des Etats-Unis d'Amérique, pays le plus riche du monde. De plus, le Siège de l'ONU était situé aux Etats-Unis et la majeure partie du budget de l'ONU était dépensée à New York, ce qui procurait aux Etats-Unis un montant considérable de devises étrangères. Le principe du revenu par habitant maximum était tout aussi difficile à justifier, car il permettait de réduire éventuellement les quotes-parts des pays dont le revenu par habitant est le plus élevé. Même si le principe du revenu par habitant maximum ne concernait actuellement qu'un seul Etat Membre, il n'était pas exclu que, par suite de modifications radicales de l'économie de certains pays, ce principe ait de nouveau à être appliqué dans d'autres cas.

g) Il a été indiqué que le Comité devrait continuer d'étudier la question de la contribution minimum, étant donné que quelques pays dont la quote-part serait fixée au minimum - 0,04 p. 100 - pourraient juger très coûteux de participer aux travaux de l'Organisation.

h) A propos de l'emploi de moyennes du produit national net calculées sur une période de base de trois ans, il a été dit qu'en vue d'atténuer davantage les effets des fluctuations à court terme de la conjoncture économique et des variations des taux de change, le Comité pourrait envisager de porter la période de base à six ou même neuf ans.

i) L'un des objectifs déclarés du Comité étant d'obtenir pour tous les Etats Membres des données qui soient aussi comparables que possible, il a été dit que le Comité pourrait envisager d'utiliser des statistiques du revenu national exprimées en prix constants et non aux prix courants, comme c'était le cas actuellement, de façon à atténuer les effets de l'inflation sur les taux des contributions.

j) Il a été souligné que le régime actuel des quotes-parts ne prévoyait pas d'ajustement suffisamment rapide en cas de variation des taux de change.

k) Plusieurs délégations se sont déclarées satisfaites des critères et directives actuels régissant l'établissement du barème des quotes-parts. Elles estimaient que la répartition des dépenses plus ou moins en fonction de la capacité de paiement, calculée selon les statistiques du revenu national ajustées dans le cas des pays à faible revenu par habitant, avait abouti à un barème juste et équitable et était pour l'essentiel judicieuse. Le mandat du Comité des contributions, bien qu'il eût été initialement fixé 20 ans auparavant, n'était pas en fait demeuré inchangé et il avait été adapté, par des directives ultérieures de l'Assemblée générale, en fonction des modifications de la situation économique mondiale. Il a été dit qu'au lieu d'une révision générale

du mandat du Comité, il serait donc préférable de laisser se poursuivre une évolution. Toutefois, si l'on entendait que l'un quelconque des principes appliqués pour calculer les quotes-parts fût révisé avant l'établissement du prochain barème, en 1970, il y aurait lieu de revoir le régime des contributions tout entier. On ne pouvait pas, notamment, considérer la question du dégrèvement à accorder aux pays en voie de développement en l'isolant, par exemple, de l'application du principe du plafond. Il fallait aussi tenir compte des rapports entre le montant de la contribution et la responsabilité financière des Etats Membres, de façon à maintenir l'intérêt que les Etats Membres devaient porter à des procédures budgétaires saines.

l) En ce qui concerne les observations faites à propos du principe du plafond, il a été dit que, dans le mandat initial du Comité des contributions que l'Assemblée générale avait adopté en 1946, on avait admis la possibilité de fixer un montant maximum pour la contribution de l'Etat Membre dont la quote-part est la plus élevée. Dès l'origine, l'Assemblée n'avait donc pas estimé qu'il y eût conflit entre le principe du plafond et le principe de la capacité de paiement. La raison de l'adoption du principe du plafond était que, dans une organisation composée d'Etats souverains égaux, aucun Etat ne devait pouvoir exercer une trop grande influence, ce qui se produirait inévitablement si une contribution financière au budget de l'ONU était disproportionnée par rapport à celles des autres Etats. La diminution du montant maximum parallèlement à l'augmentation du nombre des Etats Membres de l'ONU était rationnelle et répondait à l'intérêt de l'Organisation. La contribution maximum actuelle, qui représentait plus de deux fois celle de l'Etat Membre venant au second rang pour ce qui est du montant des quotes-parts, ne pouvait pas être considérée comme inéquitable. Etant donné que les raisons motivant l'adoption du principe du plafond étaient fondées, ce principe devait continuer de s'appliquer.

m) Au cours des débats de la Cinquième Commission, certaines observations ont également été faites, qui doivent être prises en considération ou réexaminées par le Comité des contributions :

- i) Il a été dit qu'il pourrait arriver, dans le cadre du prochain barème des quotes-parts, si celui-ci était fondé sur les critères actuels, qu'un membre permanent du Conseil de sécurité fût appelé à verser une contribution moins élevée qu'un membre non permanent. Il y aurait peut-être lieu que l'Assemblée générale donnât des directives pour empêcher cette éventualité. A ce sujet, il a été souligné que l'introduction de nouveaux taux artificiels dans le barème réduirait l'importance du principe fondamental de la capacité de paiement et ne pourrait donc être retenue. Il a été signalé aussi qu'un Etat non membre versait déjà, au titre des activités de l'ONU auxquelles il participait, une contribution plus élevée que certains membres permanents du Conseil de sécurité.
- ii) Des regrets ont été exprimés à l'égard du fait que le Comité des contributions n'avait pas jugé possible d'adopter, pour les augmentations des quotes-parts, des limites représentant un pourcentage fixe, comme cela avait été proposé au cours des débats de la Cinquième Commission lors de la vingt-deuxième session de l'Assemblée générale.

iii) A propos de la conclusion du Comité des contributions selon laquelle on ne devait pas adopter un système de consultations risquant de transformer le Comité en un organe de négociation, certaines délégations ont fait valoir que des consultations ne signifiaient pas nécessairement des négociations et qu'il pourrait s'agir d'une procédure permettant d'obtenir que les quotes-parts soient établies de la façon la plus objective possible. Certains ont estimé que le Comité des contributions devait donc être tenu de consulter par avance les Etats Membres dont il envisageait d'augmenter substantiellement la quote-part. D'autres ont appuyé la conclusion du Comité des contributions et signalé que, du fait que le Comité était uniquement responsable envers l'Assemblée générale, des consultations avec tel ou tel Etat risqueraient de susciter des difficultés d'ordre statutaire.

n) En ce qui concerne la tâche du Comité en vertu de la résolution 2472 B (XXIII) de l'Assemblée générale, les auteurs de cette résolution ont expliqué que la décision de modifier le mandat du Comité des contributions incombait à l'Assemblée générale, mais qu'avant de prendre une telle décision, l'Assemblée devait disposer de tous les renseignements pertinents. Ils ont également déclaré qu'il n'avait pas été demandé au Comité des contributions de prendre de décisions ou d'exprimer d'opinions d'ordre politique, mais de fournir les renseignements nécessaires à l'Assemblée générale pour qu'elle puisse se prononcer et prendre une décision définitive.

11. En ce qui concerne les représentations faites au Comité par trois Etats Membres, les communications reçues des représentants permanents du Japon et de la Grèce se référaient aux déclarations faites par les délégations de ces pays à la Cinquième Commission lors de la vingt-troisième session de l'Assemblée générale; quant au représentant permanent du Canada, il a de nouveau affirmé que son gouvernement appuyait le mandat actuel du Comité et approuvait le barème actuel des quotes-parts. De l'avis du Gouvernement canadien, les principes énoncés par l'Assemblée générale étaient justes et raisonnables et ne nécessitaient pas de modifications importantes. En outre, la résolution 2472 (XXIII) de l'Assemblée générale n'habilitait pas le Comité des contributions à procéder à des modifications.

B. Examen des critères et du mandat sur lesquels le Comité s'est fondé pour établir le barème des quotes-parts et observations du Comité sur les opinions exprimées au cours des débats de la Cinquième Commission et dans les représentations faites par des Etats Membres

12. Le mandat du Comité et les divers critères dont il a été tenu compte pour établir le barème des quotes-parts peuvent se récapituler comme suit :

a) Aux termes du mandat initial du Comité, les dépenses de l'Organisation seraient réparties, d'une manière générale, selon la capacité de paiement, et des évaluations comparées du revenu national ont été recommandées comme étant

le critère le plus équitable. Les principaux facteurs à faire entrer en ligne de compte pour éviter des anomalies dans la répartition seraient les suivants :

- i) Revenu comparé par habitant;
- ii) Désorganisation temporaire des économies nationales provoquée par la seconde guerre mondiale;
- iii) Mesure dans laquelle les Membres peuvent se procurer des devises étrangères.

b) Dans des résolutions ultérieures, l'Assemblée générale a donné au Comité d'autres directives pour l'établissement du barème :

- i) Elle a fixé un maximum pour la quote-part de l'Etat Membre dont la contribution est la plus élevée, cette quote-part ne devant pas en principe dépasser 30 p. 100 du total des contributions des Etats Membres;
- ii) Elle a décidé que la contribution par habitant d'aucun Etat Membre ne devrait dépasser la contribution par habitant de l'Etat Membre dont la quote-part est la plus élevée;
- iii) Elle a fixé à 0,04 p. 100 le taux de la contribution minimum;
- iv) Elle a demandé qu'en raison de leurs problèmes économiques et financiers particuliers, il soit dûment prêté attention aux pays en voie de développement.

Capacité de paiement

13. Aux termes de son mandat initial, le Comité a reçu pour instructions de répartir, d'une manière générale, les dépenses de l'Organisation selon la capacité de paiement. L'Assemblée générale a reconnu qu'il était difficile de mesurer cette capacité simplement par des moyens statistiques et impossible d'arriver à une formule bien définie. Il a été indiqué, toutefois, que des estimations comparées du revenu national sembleraient à première vue être le critère le plus équitable. Depuis le début, le Comité se fonde sur les statistiques du revenu national pour mesurer la capacité relative de paiement des Etats Membres. Il est naturellement important pour établir un barème équitable de disposer de données aussi fiables et complètes que possible. Depuis 1946, époque à laquelle le premier barème de l'ONU a été établi, les données statistiques fournies par les Etats Membres se sont considérablement améliorées, du fait qu'un nombre beaucoup plus considérable de pays tiennent maintenant une comptabilité économique nationale systématique. Le Comité a aussi, comme il l'a expliqué dans des rapports précédents, pris un certain nombre de mesures pour améliorer encore la comparabilité des données de base. Pour améliorer la comparabilité des données, le Comité a décidé en 1964 d'établir dorénavant le barème sur la base du produit national net aux prix du marché pour tous les

Etats Membres. Cette innovation a été introduite surtout pour permettre de comparer plus aisément les données relatives au produit national fournies par les Etats Membres utilisant le système de comptabilité du "produit matériel net" et celles fournies par les Etats Membres utilisant un système de comptabilité nationale comprenant des produits non matériels.

14. Il y a longtemps déjà que le Comité des contributions utilise des moyennes des statistiques du revenu national calculées sur une période de trois ans plutôt que sur une seule année, comme on le faisait initialement. Une des suggestions qui a été faite au cours des débats de la Cinquième Commission a été que le Comité des contributions envisage la possibilité de porter la période de base de trois ans à six ans ou même à neuf ans, en vue d'atténuer davantage les effets des fluctuations de la conjoncture économique et des variations des taux de change. On peut rappeler à ce sujet que suivant la procédure actuellement en vigueur, le barème, qui doit être établi en 1970 et qui s'appliquerait pour les trois années 1971, 1972 et 1973, serait calculé d'après les moyennes des statistiques du revenu national pour la période 1966-1968. Il y a donc un décalage considérable entre la période sur la base de laquelle est calculé le barème et la période à laquelle il s'applique, et on peut se demander s'il est souhaitable et équitable d'augmenter encore ce décalage. Le Comité a reconnu que si l'on portait la période de base à six ans ou à neuf ans, non seulement cela retarderait encore, comme on l'a fait observer, les effets des fluctuations de la conjoncture économique, mais encore cela ne ferait pas apparaître les différences entre les taux d'expansion économique des différents Etats Membres. Le Comité a donc été d'avis que, pour un barème portant sur une période de trois ans, une période de base de trois ans reflète mieux l'évolution économique relative des Etats Membres, et est suffisamment longue pour permettre de corriger les effets des fluctuations à court terme.

15. Il a également été suggéré au cours des débats de la Cinquième Commission que le Comité des contributions envisage d'utiliser des statistiques du revenu national exprimées en prix constants plutôt qu'en prix courants. Le Comité des contributions a examiné les problèmes liés aux effets sur les revenus nationaux comparés de différences dans l'évolution des prix et de modifications radicales des taux de change. Il a noté que la valeur aux prix courants du produit national des Etats Membres, exprimée en dollars des Etats-Unis, pouvait normalement subir des fluctuations du fait de modifications intervenues dans : a) le volume de la production; b) le niveau des prix; c) les taux de change. Jusqu'ici, le Comité a fait ses calculs d'après la production nationale exprimée en prix courants convertis en dollars des Etats-Unis, mais il a tenu compte des modifications de prix chaque fois qu'il est apparu qu'elles influaient sensiblement sur le niveau des contributions. Le Comité a reconnu que l'on pouvait indifféremment utiliser les prix courants ou les prix constants lorsque les modifications de taux de change correspondaient aux modifications du niveau des prix, mais qu'en revanche il devait faire preuve d'une attention particulière dans ses travaux lorsque les taux de change ne reflétaient pas fidèlement les modifications intervenues dans le niveau des prix, que ce soit pendant toute la période considérée ou pendant une partie seulement de ladite période.

16. En même temps, le Comité a estimé que l'utilisation de prix constants au lieu de prix courants soulevait de sérieuses difficultés, pour les raisons suivantes, notamment : a) on ne dispose pas de statistiques établies en prix constants pour de nombreux Etats Membres; b) le taux de conversion appliqué à la période de référence peut lui-même être sous-évalué ou surévalué; et c) les indices des prix peuvent être défectueux. Le Comité a donc décidé que, lors de l'établissement du barème des quotes-parts, il accorderait une attention particulière aux effets des modifications sensibles du niveau des prix qui ne seraient pas reflétées dans les taux de change pour certains pays. Afin d'obtenir les éléments d'information supplémentaires dont il a besoin pour pousser plus loin l'étude de cette question, ainsi que pour disposer d'éléments plus sûrs sur lesquels asseoir son jugement à l'avenir, le Comité a prié le Secrétariat de lui fournir à sa prochaine session, outre les statistiques du produit national aux prix courants, des données relatives aux variations des prix et des taux de change pour tous les Etats Membres pour lesquels ces données sont disponibles. Le Secrétariat a également été prié de préparer une étude sur les méthodes et les facteurs pertinents liés à ces méthodes, concernant l'utilisation des statistiques en prix constants par opposition aux statistiques aux prix courants. Le Comité a en outre demandé au Secrétariat de préparer une étude sur la possibilité d'utiliser les termes internationaux de l'échange pour l'établissement de statistiques comparées plus précises concernant la situation économique des Etats Membres, compte tenu de l'évolution des prix à l'exportation par rapport aux prix à l'importation.

17. En ce qui concerne l'argument selon lequel il conviendrait de tenir compte des richesses accumulées par un pays au cours des siècles pour déterminer la capacité relative de paiement de ce pays, le Comité a fait observer que les données concernant le produit national actuel sont dans une certaine mesure liées à la richesse d'un pays. Il n'existe pratiquement pas d'estimations précises de la richesse nationale, et l'établissement de telles estimations, sous une forme acceptable, soulève de sérieuses difficultés d'ordre technique. Le Comité a conclu qu'il n'y avait pas lieu de tenir particulièrement compte de cette notion pour déterminer la capacité relative de paiement d'un pays.

18. Lorsqu'il utilise les statistiques du revenu national pour mesurer la capacité relative de paiement des Etats Membres, le Comité doit, aux termes de son mandat initial, tenir compte de certains facteurs particulièrement importants pour éviter des anomalies dans la fixation des quotes-parts. Ces facteurs sont les suivants :

i) Revenu comparé par habitant

19. Il a été tenu systématiquement compte du facteur "revenu comparé par habitant" dans tous les barèmes recommandés par le Comité des contributions. Pour la revision du barème en 1952, l'Assemblée générale, dans sa résolution 582 (VI) du 21 décembre 1951, avait invité le Comité à tenir particulièrement compte de la situation des pays où le revenu par habitant est faible. Conformément à cette directive, le dégrèvement maximum accordé aux pays dont le revenu par habitant est faible, qui était jusqu'alors de 40 p. 100, a été porté à 50 p. 100, et est demeuré à ce niveau dans tous les barèmes ultérieurs.

Suivant la formule appliquée à l'heure actuelle 5/, tous les Etats Membres dont le revenu par habitant est inférieur à 1 000 dollars bénéficient, aux fins du calcul de leur quote-part, d'un abattement sur le chiffre du revenu national. Comme le Comité l'a expliqué dans son rapport de 1966 6/, le pourcentage d'abattement est déterminé d'après le revenu par habitant; c'est ainsi que le chiffre du produit national net d'un pays dont le revenu par habitant est de 50 dollars sera réduit de 47,50 p. 100, tandis qu'un pays dont le revenu par habitant est de 950 dollars ne bénéficiera que d'un abattement de 2,5 p. 100 sur son produit national net. A sa septième session, puis de nouveau à sa neuvième session, l'Assemblée générale a demandé au Comité des contributions de continuer à accorder une attention spéciale aux pays dont le revenu par habitant est faible. Conformément à la demande de l'Assemblée générale, le Comité a continué d'étudier la question du dégrèvement à accorder aux pays dont le revenu par habitant est faible et a examiné les autres formules qui pourraient être appliquées. A sa session de 1964, lorsqu'il a établi le barème pour 1965, 1966 et 1967, le Comité s'est efforcé de prêter une attention particulière aux pays dont le revenu par habitant était inférieur à 300 dollars et, lors de la révision générale du barème, il leur a accordé quelques légers dégrèvements, de sorte que la quote-part d'aucun de ces pays ne s'est trouvée augmentée et que, pour la grande majorité d'entre eux, elle s'est trouvée diminuée par rapport au barème précédent. Dans sa résolution 2118 (XX) du 21 décembre 1965, l'Assemblée générale a pris acte avec satisfaction des mesures prises par le Comité des contributions et l'a prié, en calculant les quotes-parts, de continuer à s'efforcer de prêter dûment attention à la situation des pays en voie de développement en raison de leurs problèmes économiques et financiers particuliers. Conformément à une suggestion qu'il avait formulée dans son rapport de 1964 et que l'Assemblée générale avait approuvée à sa vingtième session, le Comité, à sa session de 1966, a fait une étude détaillée des effets qu'auraient sur le barème des quotes-parts diverses formules de dégrèvement en faveur des pays dont le revenu par habitant est faible. Il a étudié les effets des trois formules suivantes : modification de la limite supérieure actuelle de 1 000 dollars; majoration plus ou moins forte du dégrèvement maximum, qui est actuellement de 50 p. 100; relèvement du dégrèvement maximum pour les pays dont le revenu par habitant est extrêmement bas. Cette étude a permis au Comité d'obtenir des renseignements précieux en ce qui concerne les effets probables sur le barème des quotes-parts des modifications du système de dégrèvement appliqué jusqu'ici. Toutefois, à l'époque, le Comité était parvenu à la conclusion qu'il était préférable d'évaluer les effets de toute modification des règles fondamentales en utilisant les statistiques du revenu national plus récentes sur lesquelles le Comité devait se fonder pour revoir le barème en 1967. En outre, le Comité a été confirmé dans l'opinion qu'il fallait

5/ La méthode utilisée pour accorder un dégrèvement aux pays dont le revenu par habitant est faible peut se résumer comme suit : un abattement est consenti sur le revenu national de chaque Etat Membre dont le revenu par habitant est inférieur à 1 000 dollars. L'écart entre ce revenu par habitant et 1 000 dollars est exprimé en pourcentage de 1 000 dollars et 50 p. 100 de ce pourcentage sont déduits, aux fins du calcul de la quote-part, du revenu national total du pays en question.

6/ Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-troisième session, Supplément No 10 (A/7210), par. 26.

éviter que les modifications que l'on pouvait apporter à la formule de dégrèvement pour tenir compte des revenus comparés par habitant n'eussent des répercussions trop radicales sur les quotes-parts, qu'il s'agît de la place respective des groupes de revenus par habitant ou de la quote-part de chaque Etat Membre pris séparément, d'autant que l'utilisation de statistiques du revenu national plus récentes pourrait accentuer ces répercussions.

20. Lorsqu'il a revu le barème en 1967, lors de la fixation des quotes-parts pour 1968, 1969 et 1970, le Comité a constaté, comme il s'y attendait, que d'importants changements étaient intervenus dans la capacité relative de paiement des Etats Membres au cours des trois années écoulées depuis la dernière revision générale du barème des quotes-parts 7/. Une modification du système fondamental de dégrèvement aurait encore accentué les effets des changements dans la capacité relative de paiement des Etats Membres et aurait entraîné des modifications encore plus sensibles du barème des quotes-parts, ce qui, de l'avis du Comité, devait être évité. En conséquence, le Comité est parvenu à la conclusion "qu'il ne serait pas souhaitable d'apporter des changements fondamentaux aux règles appliquées à l'heure actuelle". Lors de la revision générale du barème des quotes-parts en 1967, le Comité a donc maintenu la formule qui avait été adoptée et qui consistait à accorder un dégrèvement de 50 p. 100 au maximum aux pays dont le revenu par habitant était inférieur à 1 000 dollars, dégrèvement dont le montant devait être calculé en fonction du revenu par habitant de chaque pays. Il a également décidé d'accorder à nouveau quelques légers dégrèvements aux plus défavorisés des pays dont le revenu par habitant était inférieur à 300 dollars, notamment dans les cas où les quotes-parts de ces pays se seraient autrement trouvées augmentées.

21. A la vingt-deuxième session de l'Assemblée générale, au cours du débat de la Cinquième Commission sur le barème des quotes-parts pour 1968, 1969 et 1970, un certain nombre d'observations ont été formulées, notamment au sujet des dégrèvements en faveur des pays dont le revenu par habitant est faible et de la suite donnée par le Comité à la demande formulée par l'Assemblée dans sa résolution 2118 (XX) de prêter dûment attention, lorsqu'il procéderait à la revision du barème des quotes-parts, aux problèmes particuliers des pays en voie de développement. A sa session de 1968, le Comité a étudié les diverses observations formulées à la Cinquième Commission et dans les représentations présentées ultérieurement au Comité par plusieurs Etats Membres. Dans son rapport, à la vingt-troisième session de l'Assemblée générale 8/, le Comité a commenté en détail toutes ces observations. A propos des suggestions tendant à accorder un dégrèvement supplémentaire aux pays en voie de développement, le Comité a déclaré au paragraphe 28 de son rapport : "Bien que reconnaissant que ses possibilités à cet égard sont limitées par son mandat actuel, qui mentionne notamment des facteurs tels que la capacité de paiement, la contribution maximum, la contribution minimum et le dégrèvement maximum accordé aux pays dont le revenu par habitant est faible, le Comité poursuivra ses efforts dans ce sens à sa prochaine session."

7/ Ibid., vingt-deuxième session, Supplément No 10 (A/6710), par. 17.

8/ Ibid., vingt-troisième session, Supplément No 10 (A/7210).

22. A la présente session, le Comité a étudié spécialement les dégrèvements accordés aux pays dont le revenu par habitant est faible en tenant compte des diverses suggestions formulées à la Cinquième Commission lors de la vingt-troisième session de l'Assemblée générale; il a examiné notamment :

a) La possibilité de mettre au point un système de dégrèvement en faveur des pays dont le revenu par habitant est faible plus méthodique que celui appliqué actuellement, qui consiste à réduire un peu les quotes-parts des pays dont le revenu par habitant est inférieur à 300 dollars;

b) La question de l'attention à accorder aux pays dont le revenu par habitant se situe entre 300 dollars et 1 000 dollars;

c) Les critères appliqués aux pays hautement industrialisés dont le revenu par habitant est inférieur à 1 000 dollars;

d) Une proposition formulée précédemment tendant à ce que le montant actuel des dégrèvements accordés aux pays dont le revenu par habitant est faible soit calculé et fixé suivant un "pourcentage invariable";

e) La possibilité d'appliquer un coefficient d'ajustement au produit national net de chaque Etat Membre; les coefficients seraient dégressifs dans le cas des pays dont le revenu par habitant est inférieur à 1 000 dollars et progressif, dans le cas des pays dont le revenu par habitant est supérieur à ce chiffre.

23. A la lumière de ces observations, le Comité a étudié en détail les effets sur le barème des quotes-parts du dégrèvement accordé actuellement aux pays dont le revenu par habitant est faible ainsi que les variations du dégrèvement qu'entraîneraient une augmentation du pourcentage d'abattement maximum ou le relèvement de la limite actuelle en dessous de laquelle le dégrèvement est accordé, ou les deux. Les principales opinions qui ont été exprimées à ce sujet sont exposées ci-après :

a) Au cours du débat, on a fait observer que la raison qui a motivé à l'origine l'introduction de ce principe semble être la progression du revenu imposable des Etats Membres en fonction du niveau du revenu national par habitant. Lorsque l'on a fixé la limite à 1 000 dollars, deux Etats Membres seulement, pour lesquels jouaient les principes de la contribution maximum et le principe du maximum par habitant, avaient un revenu par habitant supérieur à cette limite; les 49 autres Etats qui étaient alors Membres de l'Organisation bénéficiaient d'abattements progressifs. Au cours des 20 dernières années, la situation s'est considérablement modifiée et, dans le barème actuel, 17 Etats Membres ont un produit national par habitant supérieur à 1 000 dollars. Certains membres du Comité ont estimé qu'il serait approprié de relever le plafond fixé pour l'application du dégrèvement en faveur des pays dont le revenu par habitant est faible - plafond qui pourrait, par exemple, être porté à 1 500 dollars - et de porter à 60 p. 100 le pourcentage d'abattement maximum. Cela pourrait, pensaient-ils, atténuer dans une certaine mesure les effets qu'a le système de dégrèvement sur des pays dont la quote-part se trouve maintenant augmentée non

seulement du fait de l'augmentation de leur produit national, mais aussi du fait que le dégrèvement dont ils bénéficient devient plus faible à mesure qu'ils se rapprochent de la limite des 1 000 dollars. Après avoir examiné cette suggestion, la majorité des membres du Comité ont été d'avis qu'il ne serait pas approprié pour l'instant de relever le plafond des 1 000 dollars, parce qu'une telle modification entraînerait de graves conséquences, telles que l'introduction de changements radicaux dans la répartition des contributions. On pourrait également se demander si 1 500 dollars ne serait pas une limite trop élevée pour l'octroi de dégrèvements.

b) Certains membres du Comité ont abouti à la conclusion que la formule actuellement appliquée pour les dégrèvements ne devrait pas être modifiée. Ces membres sont convaincus que l'opinion exprimée dans le rapport précédent demeure valable, à savoir que toute modification du système fondamental de dégrèvement aurait pour effet d'accentuer encore les changements survenus dans la capacité relative de paiement des Etats Membres et entraînerait des modifications encore plus marquées dans le barème des quotes-parts. Ils ont en outre fait observer que, si l'on modifiait le système fondamental de dégrèvement pour éviter toute anomalie dans les quotes-parts due à l'utilisation d'estimations comparées du revenu national, on irait à l'encontre du résultat visé. Ils ont souligné que le système de dégrèvement actuel, par lui-même, avant que le Comité n'exerce la faculté d'appréciation qui lui est laissée pour lui permettre de prêter une attention particulière aux Etats Membres dont le revenu par habitant est inférieur à 300 dollars et à d'autres fins, entraîne les réductions ci-après du taux de contribution d'Etats Membres dont le revenu par habitant se situe à des niveaux différents :

Formule actuelle (réduction maximum : 50 p. 100)

<u>Revenu par habitant</u> (En dollars E.-U.)	<u>Abattement applicable au produit national</u> (En pourcentages)	<u>Modification effective de la quote-part (compte non tenu des "contributions minimums" et des "contri- butions maximums")</u> (En pourcentages)
100	- 45	- 36
200	- 40	- 30
300	- 35	- 24
400	- 30	- 18
500	- 25	- 13
600	- 20	- 7
700	- 15	- 1
800	- 10	+ 4
900	- 5	+ 10
1 000 et au-dessus	0	+ 16

Ces membres ont donc estimé que le meilleur moyen de prêter l'attention qui convient aux Etats Membres en voie de développement dont le revenu par habitant est faible serait, non pas de modifier le système actuel, mais de laisser au Comité une certaine liberté d'appréciation en ce qui concerne ces pays pris en

groupe ou individuellement, selon les circonstances. Ils ont soutenu qu'en modifiant le système de dégrèvement on perturberait le passage méthodique d'une catégorie à l'autre et que les modifications proposées auraient pour effet de transférer la charge des contributions, sans discernement, d'un grand nombre d'Etats Membres à un petit groupe de pays. Ils ont estimé qu'une telle solution tendrait à diminuer la responsabilité financière, étant donné qu'à toute augmentation du budget correspondrait un ajustement des taux de contributions.

c) D'autre part, après avoir examiné toutes les questions et suggestions liées à l'application du principe des "revenus comparés par habitant", plusieurs membres du Comité ont abouti à la conclusion que la solution qui serait la mieux appropriée pour assurer une mise en oeuvre plus systématique des recommandations de l'Assemblée générale concernant l'attention qu'il convenait de prêter aux pays en voie de développement en raison de leurs problèmes économiques et financiers consisterait à porter l'abattement maximum de 50 à 60 p. 100. Ces membres ont exprimé la conviction que cette modification du système de dégrèvement favoriserait les intérêts des pays dont le revenu par habitant est inférieur à 1 000 dollars, serait d'une application simple et serait compatible avec le principe de la capacité de paiement. Pour justifier la modification proposée, ces membres ont appelé l'attention sur les résultats réels du système actuel. C'est ce que montre le tableau suivant où sont indiqués, dans la colonne 1, les abattements, exprimés en pourcentages, du produit national résultant de l'application de la formule actuelle sur la base des chiffres du produit national pour 1963-1965, avec en regard, dans la colonne 3, les modifications, exprimées en pourcentages, des quotes-parts calculées suivant cette formule :

Résultats obtenus en appliquant le système de dégrèvement fondé sur le niveau de revenu par habitant avec un abattement maximum de 60 p. 100, comparés aux résultats obtenus avec la formule actuelle (sur la base des chiffres du produit national pour 1963-1965) a/

Produit national par habitant	Abattement applicable au produit national (En pourcentages)	Modification effective de la quote-part (compte non tenu des "contributions minimums" et des "contributions maximums") (En pourcentages)	
	Formule actuelle : abattement maximum de 50 p. 100 (1)	Formule proposée : abattement maximum de 60 p. 100 (2)	Formule actuelle : abattement maximum de 50 p. 100 (3)
100	- 45	- 45	- 36
200	- 40	- 38	- 30
300	- 35	- 30	- 24
400	- 30	- 23	- 18
500	- 25	- 16	- 13
600	- 20	- 9	- 7
700	- 15	- 2	- 1
800	- 10	+ 6	+ 4
900	- 5	+ 13	+ 10
1 000	- 0	+ 20	+ 16

a/ Les chiffres qui figurent dans le présent tableau n'indiquent que les résultats théoriques obtenus en appliquant la formule de dégrèvement fondée sur le niveau de revenu par habitant (sur la base des chiffres pour 1963-1965), indépendamment de toute autre considération dont peut tenir compte le Comité lors de l'établissement du barème, notamment dans les cas des pays dont le produit national par habitant est inférieur à 300 dollars.

De l'avis de ces membres, on voit immédiatement que la modification proposée, qui consisterait à porter l'abattement maximum à 60 p. 100 (colonne 2), présente l'avantage de mieux faire correspondre les réductions de la quote-part accordées aux pays à faible revenu aux abattements appliqués au produit national en application de la formule actuelle (abattement maximum de 50 p. 100). Pour mieux justifier encore la modification qu'ils préconisaient, ces membres ont souligné la réduction globale progressive des dégrèvements accordés aux pays dont le produit national par habitant est faible qui a résulté de l'augmentation générale des produits nationaux par habitant et le dépassement de la limite des 1 000 dollars par les grands contribuants. En outre, ils ont fait observer que l'adoption d'un pourcentage d'abattement accru en faveur des pays dont le revenu par habitant est faible réduirait sensiblement la nécessité de recourir à la pratique actuelle consistant à réduire un peu les quotes-parts des pays les plus défavorisés parmi ceux dont le revenu par habitant est inférieur à 300 dollars. Toutefois, comme il peut encore y avoir des cas qui exigent une attention

particulière, ils ont estimé que, même si l'on augmentait l'abattement, le Comité devait conserver la liberté d'appréciation qui lui est conférée à cet égard.

d) On a rappelé que le mandat du Comité et les critères qu'il appliquait constituaient un ensemble cohérent de règles et que toute modification importante de la pratique actuelle consistant à accorder un dégrèvement aux pays dont le revenu par habitant est faible devrait être étudiée compte tenu de toutes ces règles. A cet égard, on a fait observer qu'avec l'application actuelle des principes de la contribution maximum et du maximum par habitant, la charge qui résulterait de l'augmentation du pourcentage maximum d'abattement en faveur des pays dont le revenu par habitant est faible serait transférée presque entièrement sur les pays dont le revenu par habitant est supérieur à 1 000 dollars, à l'exception des pays qui sont protégés par lesdits principes. C'est pourquoi on a souligné que le Comité aurait besoin d'une certaine liberté d'appréciation, de manière à ne pas exclure nécessairement l'Etat versant la contribution la plus élevée lors de la répartition de la charge résultant de l'augmentation de l'abattement maximum.

La position exposée aux alinéas c) et d) est celle qui a trouvé le plus grand nombre de défenseurs.

24. L'un des arguments avancés à la Cinquième Commission pour demander la revision des critères et des directives actuellement appliqués pour le calcul des quotes-parts a été que, dans le barème adopté pour 1968, 1969 et 1970, les pays hautement industrialisés et développés avaient, à quelques rares exceptions près, bénéficié de réductions de leurs quotes-parts, tandis que les quotes-parts de nombreux pays en voie de développement avaient été augmentées, résultat qui était en conflit avec les réalités économiques de la situation mondiale.

25. A propos de cet argument, le Comité tient à rappeler l'opinion exprimée dans son rapport à la vingt-troisième session de l'Assemblée générale :

"Il convient de souligner tout d'abord que toute augmentation ou diminution des quotes-parts reflète essentiellement des changements intervenus dans la situation économique des Etats Membres telle qu'elle est déterminée d'après les données statistiques fondamentales. Si le Comité n'avait pas tenu compte de facteurs autres que les produits nationaux aux prix du marché et les réductions en faveur des pays dont le revenu par habitant était inférieur à 1 000 dollars, les augmentations ou les diminutions qui ont été critiquées à la Cinquième Commission auraient été encore plus fortes." 2/

A sa présente session, le Comité a de nouveau étudié les barèmes qu'il avait établis pour 1968, 1969 et 1970. On a fait observer que, lorsqu'on compare les quotes-parts actuelles du groupe des pays généralement classés comme pays industriels à celles du barème précédent, on constate qu'elles sont passées de 83,04 à 83,55 p. 100. La contribution des 95 autres Etats Membres s'élève, dans le barème actuel à 16,45 p. 100. On a également fait observer que ce groupe comprenait 56 membres dont le taux de contribution est de 0,04 p. 100, soit quatre

2/ Ibid., par. 30.

de plus que dans le barème précédent. On a également fait observer que le barème des quotes-parts établi conformément au mandat du Comité reflète les changements intervenus dans la situation économique des Etats Membres ainsi que les conséquences de l'application de certains principes énoncés dans le mandat, tels que les principes des contributions maximum et minimum et du dégrèvement en faveur des pays dont le revenu par habitant est faible.

26. A la vingt-troisième session de l'Assemblée générale, on a exprimé le regret à la Cinquième Commission que le Comité des contributions n'eût pas pu limiter à un pourcentage fixe les augmentations du taux des contributions. A cet égard, le Comité voudrait rappeler l'opinion exprimée dans son rapport à la vingt-troisième session de l'Assemblée générale :

"Sans doute y a-t-il lieu de se référer à cet égard à une suggestion formulée à la Cinquième Commission ainsi que dans les représentations faites par des Etats Membres, à savoir que les variations des quotes-parts ne devraient pas dépasser un pourcentage fixe (15 ou 20 p. 100). Lorsqu'il a proposé des modifications au barème et qu'il s'est prononcé sur l'ampleur que l'on pourrait donner à ces modifications, le Comité a dû tenir compte du fait que si, par suite des ajustements qu'il recommandait, les quotes-parts des Etats Membres s'écartaient trop du taux qui devait être le leur d'après les données statistiques le décalage risquait d'être encore plus marqué lors de la revision suivante du barème des quotes-parts. S'agissant de certaines des augmentations les plus fortes, il était vrai aussi que les pays qui en faisaient l'objet avaient révisé leurs statistiques du produit national et que les chiffres y relatifs avaient été augmentés après que le barème pour 1965-1967 eut été établi. Si ces chiffres révisés avaient été utilisés pour établir le barème de 1965-1967, comme ils l'avaient été pour le barème de 1968-1970, les augmentations entre les deux barèmes auraient été plus faibles. Si une limite définie selon un pourcentage fixe était imposée pour les variations des quotes-parts, l'écart entre la quote-part calculée d'après les données statistiques et la quote-part réelle ne cesserait de s'accroître dans le cas d'un pays dont l'économie se développe rapidement. Une méthode par laquelle les variations en pourcentage des quotes-parts d'un barème à l'autre seraient limitées à un montant préfixé empêcherait le Comité de tenir dûment compte de la capacité de paiement telle qu'elle est indiquée par les données révisées du produit national. Cet état de choses étant incompatible avec le principe de la capacité de paiement, le Comité ne saurait se déclarer partisan de la méthode qui consisterait à limiter artificiellement selon un pourcentage fixe les variations des quotes-parts. Il est toutefois conforme à ses procédures d'étudier de façon très détaillée les variations importantes, de façon à assurer qu'elles ne soient pas excessives et qu'elles soient calculées compte tenu, dans la mesure du possible, du principe fondamental de la capacité de paiement." 10/

27. Le Comité a également examiné une suggestion selon laquelle il devrait accorder une attention particulière aux cas des pays en voie de développement dont les quotes-parts avaient été majorées depuis leur admission à l'Organisation. Le Comité, qui avait examiné cette suggestion à sa session de 1968, souhaite à nouveau

10/ Ibid., par. 31.

exprimer l'opinion qu'il serait contre-indiqué et incompatible avec le principe fondamental de la capacité de paiement d'appliquer un critère de cette nature, étant donné que les augmentations dans le barème reflètent essentiellement les changements intervenus dans la situation économique relative des Etats Membres

28. En ce qui concerne la position prise par le Comité dans son rapport à la vingt-troisième session de l'Assemblée générale quant à la possibilité de prendre en considération les critères appliqués aux pays "hautement industrialisés" dont le revenu par habitant est inférieur à 1 000 dollars 11/, on a fait observer au cours des débats de la Cinquième Commission que l'on pourrait surmonter les difficultés que soulève la classification des Etats Membres dont le revenu par habitant est inférieur à 1 000 dollars dans la catégorie des pays "développés" ou des pays "hautement industrialisés" et celle des pays "en voie de développement" en utilisant des formules qui, outre les données relatives au produit national net et au produit national par habitant, feraient intervenir certains indicateurs économiques.

29. A la présente session, le Comité a entrepris un examen détaillé de l'ordre dans lequel se classent les Etats Membres sur la base des critères choisis pour l'étude. Mis à part le produit national net par habitant, ces critères étaient : la consommation d'énergie par habitant, la consommation de produits alimentaires par habitant (ration calorique quotidienne), la part de l'industrie manufacturière dans le produit intérieur brut, le pourcentage de la population active exerçant des activités non agricoles, le nombre d'enfants survivants par milliers de naissances, le nombre de médecins pour 1 000 habitants. Cet examen n'a porté que sur les pays dont le revenu par habitant est compris entre 300 dollars et 1 000 dollars sur la base des estimations provisoires du revenu national de 1967.

30. L'analyse des résultats de cet examen a montré clairement que, s'il est théoriquement possible de tracer une ligne de démarcation entre pays "développés" et pays "en voie de développement", cette classification soulève encore de sérieuses difficultés, étant donné que l'on n'est pas d'accord sur les indicateurs qui doivent être choisis à cette fin. Conscient de ces difficultés, le Comité a en outre tenu compte du fait qu'il avait déjà manifesté sa préférence pour le maintien au niveau de 1 000 dollars de la limite pour l'octroi de dégrèvements; d'autre part, on pouvait penser que, lors de l'établissement des prochains barèmes, les changements intervenus dans l'économie des pays entrant dans cette catégorie réduiraient considérablement l'importance pratique de la distinction proposée. Le Comité a donc décidé que, tout en gardant présents à l'esprit les résultats de son étude lors de la révision du barème des quotes-parts, il continuerait à appliquer, comme par le passé, la même formule de dégrèvement pour tous les Etats membres dont le revenu par habitant est inférieur à 1 000 dollars, en procédant à des ajustements spéciaux dans des cas particuliers pour les pays dont le revenu par habitant est très faible.

ii) Désorganisation temporaire des économies nationales provoquée par la seconde guerre mondiale

31. Dans son rapport à la vingt-troisième session de l'Assemblée générale, le Comité a déclaré :

11/ Ibid., par. 35.

"La 'désorganisation temporaire des économies nationales provoquée par la seconde guerre mondiale' était un facteur important pour l'établissement des premiers barèmes, mais le Comité n'en tient plus spécialement compte depuis de nombreuses années. Dans son rapport de 1967, le Comité a confirmé la conclusion à laquelle il était précédemment parvenu, à savoir qu'il n'était pas nécessaire de tenir spécialement compte de ce facteur, étant donné notamment le temps qui s'était écoulé depuis la seconde guerre mondiale." 12/

Cette conclusion a été approuvée par l'Assemblée générale.

iii) Mesure dans laquelle les Membres peuvent se procurer des devises étrangères

32. Dans son rapport à la vingt-troisième session de l'Assemblée générale, le Comité a exposé les difficultés de la mise au point d'une méthode systématique et rationnelle qui permette lors du calcul des quotes-parts de tous les Etats Membres, de tenir compte des difficultés de paiement. Au cours du débat qui a eu lieu à la Cinquième Commission à la vingt-troisième session l'existence de ces difficultés a été reconnue. On a cependant estimé que certains éléments aisément identifiables, tels que la dette extérieure d'un pays, pouvaient être pris en considération. On a mentionné comme autres critères l'effet des pratiques discriminatoires dans les activités commerciales, l'application de la clause de la nation la plus favorisée et le prix de l'or artificiellement fixé sur le marché des Etats-Unis, qui compliquait le paiement des contributions de certains pays.

33. Le Comité a réexaminé ce problème à la lumière du débat de la Cinquième Commission, mais il n'a toujours pas été en mesure de trouver une formule permettant de faire entrer ce facteur en ligne de compte d'une manière systématique. Cependant, le Comité continuera à en tenir compte comme cela semblera nécessaire dans le calcul des diverses quotes-parts.

Principes de la contribution maximum et du maximum par habitant

34. Dans le mandat initial du Comité, l'Assemblée générale avait prévu que "si l'on fixe un plafond aux contributions, il ne faut pas que cela empêche de discerner clairement le rapport entre la contribution d'une nation et sa capacité de paiement". Dans le premier rapport présenté par le Comité des contributions (A/80), la quote-part de l'Etat Membre dont la contribution était la plus élevée dans le barème recommandé était de 49,89 p. 100, le plus haut plafond jamais atteint. Au cours de la deuxième partie de sa première session, l'Assemblée, après qu'un sous-comité de la Cinquième Commission eut examiné le barème recommandé, a adopté pour 1946 et 1947 des barèmes dans lesquels la quote-part de l'Etat versant la contribution la plus élevée était fixée à 39,89 p. 100. En 1948, l'Assemblée, dans sa résolution 238 A (III), a accepté le principe d'un plafond pour les quotes-parts des Etats Membres dont les contributions sont les plus élevées. L'Assemblée a également reconnu qu'"en temps normal aucun Etat Membre ne doit, pour aucune année, contribuer pour plus d'un tiers à couvrir les dépenses ordinaires de l'Organisation des Nations Unies". En application de cette directive, la quote-part des Etats-Unis a été progressivement réduite de 39,89 p. 100 à 35,12 p. 100

dans le barème de 1953. Dans sa résolution 665 (VII) du 5 décembre 1952, l'Assemblée générale a décidé qu'"à partir du 1er janvier 1954 la quote-part de l'Etat Membre dont la contribution est la plus élevée ne devra pas dépasser le tiers du total des contributions des Membres".

35. Dans sa résolution 1137 (XII) du 14 octobre 1957, l'Assemblée générale, soulignant l'augmentation du nombre des Etats Membres, a décidé qu'"en principe, la contribution maximum d'un Etat Membre aux dépenses ordinaires de l'Organisation des Nations Unies ne doit pas dépasser 30 p. 100 du total". En même temps, l'Assemblée a donné au Comité certaines directives en ce qui concerne les mesures à prendre pour la préparation du barème de 1958 et des années suivantes. Conformément à ces directives, la quote-part de l'Etat Membre dont la contribution est la plus élevée a été réduite à 32,51 p. 100 dans le barème de 1958. De nouvelles réductions de la quote-part de l'Etat Membre dont la contribution est la plus élevée ont été effectuées conformément aux directives données par l'Assemblée générale aux alinéas b), c) et d) du paragraphe 3 du dispositif de sa résolution 1137 (XII), dont le texte suit :

"b) Au cours de la période de trois ans correspondant au prochain barème des quotes-parts (1959-1961), le Comité des contributions recommandera de nouvelles mesures en vue de réduire la quote-part de l'Etat Membre qui verse la contribution la plus élevée lorsque de nouveaux Etats seront admis à l'Organisation des Nations Unies;

c) Par la suite, le Comité des contributions recommandera l'adoption des mesures supplémentaires qui pourront être nécessaires et appropriées pour achever la réduction;

d) Les quotes-parts des Etats Membres ne seront en aucun cas majorées du fait de la présente résolution."

36. Dans son rapport à la vingt-troisième session de l'Assemblée, le Comité a exposé en détail la procédure qu'il avait suivie pour réduire progressivement la quote-part de l'Etat Membre qui verse la contribution la plus élevée de 32,51 p. 100 dans le barème de 1958 à 31,57 p. 100 dans le barème qu'il avait adopté pour 1968, 1969 et 1970, ce qui lui semblait être conforme aux directives données par l'Assemblée générale (par. 35 ci-dessus).

37. A sa présente session, le Comité a examiné à nouveau la question de la contribution maximum compte tenu des vues indiquées aux alinéas f) et l) du paragraphe 10 ci-dessus. Si, dans le barème pour 1968-1970, on calculait la quote-part des Etats-Unis uniquement sur la base du principe de la capacité relative de paiement, en tenant compte du produit national net de ce pays, cette quote-part serait considérablement supérieure au pourcentage actuel de 31,57 p. 100. Sur la base des statistiques du revenu national pour 1963-1965, ajustées dans le cas des pays à faible revenu par habitant, cette quote-part serait de 39,48 p. 100. A propos du niveau de la contribution maximum, l'Assemblée avait souligné l'augmentation du nombre des Membres de l'Organisation. Le Comité a considéré cette augmentation du nombre de Membres et l'accroissement du budget, illustrés par les chiffres suivants :

Quote-part de l'Etat Membre dont la contribution est la plus élevée	Nombre de Membres (au 1er janvier)	Montant brut du budget ordinaire de l'ONU (En millions de dollars)
1946	51	19,4
1948	57	34,8
1954	60	47,8
1957	80	50,8
1962	103	82,1
1969	126	154,9

38. Le Comité a estimé qu'il ne lui appartenait pas de déterminer si le principe de la contribution maximum était approprié ou non, car ce principe était du ressort de l'Assemblée générale. Il tient cependant à faire observer que, si l'on tient compte d'autres directives de l'Assemblée, il peut ne pas être opportun dans les circonstances actuelles d'apporter de nouvelles réductions à la quote-part de l'Etat Membre dont la contribution est la plus élevée pour la ramener de 31,57 p. 100 au niveau de 30 p. 100 comme son mandat actuel lui prescrit de le faire. Compte tenu des considérations mentionnées aux alinéas c) et d) du paragraphe 22, certains Membres ont estimé qu'un certain relèvement de cette quote-part pourrait être envisagé.

Principe du maximum par habitant

39. Lorsque l'Assemblée générale a en 1948, dans sa résolution 238 A (III), reconnu qu'en temps normal aucun Etat Membre ne doit, pour aucune année, contribuer pour plus d'un tiers à couvrir les dépenses ordinaires de l'Organisation des Nations Unies, elle a aussi reconnu qu'"en temps normal la contribution par habitant d'aucun Etat Membre ne doit dépasser la contribution par habitant de l'Etat Membre dont la quote-part est la plus élevée". Ce principe a été progressivement appliqué dans le barème. Lorsque l'Assemblée générale a décidé qu'à partir du 1er janvier 1954, la quote-part de l'Etat Membre dont la contribution est la plus élevée ne devrait pas dépasser le tiers du total des contributions des Membres, elle a également donné pour instruction au Comité des contributions "de ne pas prendre d'autres mesures touchant le maximum par habitant tant que l'Organisation n'aura pas admis de nouveaux Membres et que la situation économique des Membres actuels ne sera pas assez améliorée pour que l'on puisse apporter au barème des ajustements progressifs". A la suite de l'admission de 16 nouveaux Membres en 1955, le principe du maximum par habitant a été pleinement appliqué dans le barème révisé pour 1956 et dans tous les barèmes ultérieurs.

40. A la Cinquième Commission, il a été noté que le principe du maximum par habitant était difficile à justifier, car il permettait de réduire les quotes-parts des pays dont le revenu par habitant était le plus élevé. Le Comité a examiné cette question en tenant compte des vues exprimées à la Cinquième Commission et décidé qu'il ne lui appartenait pas de se prononcer sur la question de savoir si le principe du maximum par habitant était approprié, car c'était là une question relevant de la compétence de l'Assemblée générale. Le Comité des contributions a cependant noté que les seuls Etats Membres auxquels ce principe avait été appliqué à un moment ou à un autre étaient le Canada, le Koweït, la Nouvelle-Zélande

et la Suède, dont les quotes-parts avaient, de ce fait, fait l'objet de réductions relativement faibles dans certains barèmes. Dans le barème actuel, ce principe ne joue que pour un seul Etat Membre, le Koweït, dont la quote-part se trouve légèrement réduite.

Quote-part minimum

41. Au cours des débats de la Cinquième Commission, il a été indiqué que le Comité des contributions devrait continuer à examiner le taux de contribution minimum, car certains pays dont la quote-part était fixée au minimum de 0,04 p. 100 pouvaient estimer que le coût de leur participation aux activités de l'ONU constituait un lourd fardeau. Dans son rapport à la vingt-troisième session de l'Assemblée générale, le Comité a exprimé les vues suivantes sur cette question :

"Dans le barème qu'elle a adopté au cours de la deuxième partie de sa première session [résolution 69 (I)], l'Assemblée générale a introduit le pourcentage minimum de 0,04 p. 100, qui a été maintenu dans tous les barèmes ultérieurs. A la suite d'une suggestion présentée à la Cinquième Commission au cours de la douzième session de l'Assemblée générale, le Comité des contributions a, en 1958, étudié dans le détail l'éventualité d'une réduction de la quote-part minimum. Il a surtout considéré les avantages économiques que chaque Etat tirait de sa qualité de Membre de l'ONU - par exemple, remboursement des frais de voyage des délégations se rendant aux sessions de l'Assemblée générale et dépenses acquittées par l'Organisation dans l'intérêt de tous les Etats Membres comme les dépenses d'entretien du bâtiment du Siège, de traduction et de documentation. Le principe du pourcentage minimum prévaut sur le critère usuel de la capacité de paiement; d'autres considérations influencent par ailleurs la décision à prendre quant au caractère approprié d'un pourcentage minimum et au montant minimum de la contribution que chaque Etat Membre est tenu de verser à l'Organisation des Nations Unies. Tout en reconnaissant que les petits pays qui viennent d'accéder à l'indépendance doivent faire face à de multiples problèmes financiers et économiques, le Comité réaffirme qu'à son sens les arguments qui ont motivé le maintien du pourcentage minimum dans le passé conservent leur validité." 13/

A sa vingt-neuvième session, après avoir examiné une fois de plus la question du taux de contribution minimum, le Comité n'a pas estimé devoir modifier les vues exposées ci-dessus; c'était toutefois à l'Assemblée générale qu'il appartenait de prendre une décision en la matière.

Autres facteurs pertinents

42. Aux termes de son mandat, le Comité est habilité à considérer toutes les données qui peuvent affecter la capacité de paiement des Etats Membres et tous les autres facteurs pertinents pour formuler ses recommandations. En conséquence, le Comité, ainsi que cela a été mentionné dans des rapports antérieurs, tient compte de la désorganisation temporaire des économies résultant de catastrophes nationales telles que tremblements de terre, inondations, etc.

13/ Ibid., par. 44.

Membre permanent du Conseil de sécurité

43. Au cours du débat de la Cinquième Commission, il a été dit qu'il pourrait arriver, dans le prochain barème des quotes-parts, si celui-ci était fondé sur les critères actuels, qu'un membre non permanent du Conseil de sécurité soit appelé à verser une contribution plus élevée qu'un membre permanent. Il serait peut-être bon que l'Assemblée générale adopte une directive pour empêcher que cela ne se produise ou que le Comité des contributions lui-même règle cette question. Le Comité a estimé que cette question n'entraînait pas dans son mandat et qu'en conséquence il ne devait pas exprimer d'opinion à ce sujet.

Consultations

44. En ce qui concerne l'opinion exprimée à la Cinquième Commission au cours de la vingt-troisième session de l'Assemblée générale selon laquelle le Comité des contributions devrait être tenu de consulter par avance les Etats Membres dont il se proposait d'augmenter substantiellement la quote-part, le Comité tient à réaffirmer les vues qu'il a exprimées dans son rapport à la vingt-troisième session de l'Assemblée générale, où on lit notamment :

"L'une des suggestions présentées au cours des débats de la Cinquième Commission a été que le Comité des contributions consulte par avance les Etats Membres dont il proposait d'augmenter, ou d'augmenter dans des proportions importantes, la quote-part. Cette suggestion a été reprise dans certaines des représentations que le Comité a été prié d'examiner à sa présente session. Le Comité a reconnu qu'il importait d'obtenir des Etats Membres des renseignements aussi complets que possible. Il a fait observer, néanmoins, que les arrangements existants permettaient déjà aux gouvernements de présenter au Comité les données statistiques et tous les autres renseignements pertinents dont ils désiraient que le Comité tienne compte pour établir ses recommandations, fait qui avait également été signalé par d'autres délégations à la Cinquième Commission.

L'adoption d'un système de consultation préalable avec les gouvernements dont la quote-part serait augmentée poserait de toute évidence des problèmes touchant les rapports du Comité et de l'Assemblée générale. Ces consultations seraient également incompatibles avec la position que la Cinquième Commission a prise à la huitième session de l'Assemblée générale, lorsque, une proposition analogue ayant été présentée par une délégation, elle a décidé qu'il serait déplacé que le Comité joue le rôle d'un organe de négociation. Le Comité a donc estimé qu'il ne pouvait donner son appui à la suggestion visant à procéder à des consultations préalables avec les Etats Membres au sujet du montant de leur quote-part." 14/

La conclusion du Comité a également été appuyée à la Cinquième Commission, où il a été souligné que, du fait que le Comité des contributions était uniquement responsable envers l'Assemblée générale, des consultations avec tel ou tel Etat risqueraient de susciter des difficultés d'ordre statutaire.

14/ Ibid., par. 47 et 48.

Eléments d'information demandés par la Cinquième Commission

45. La Cinquième Commission a, à la vingt-troisième session, prié le Secrétaire général 15/ de présenter au Comité des contributions, à sa vingt-neuvième session, et par la suite à l'Assemblée générale, à sa vingt-quatrième session, un rapport énumérant pour les exercices 1967 et 1968 les montants effectivement versés par chaque Etat Membre aux budgets ordinaires de l'Organisation des Nations Unies, des institutions spécialisées et de l'Agence internationale de l'énergie atomique, à tous les programmes et fonds d'affectation spéciale des organismes des Nations Unies financés par des contributions mises en recouvrement ou par des contributions volontaires, ainsi qu'à la Force des Nations Unies à Chypre. La Cinquième Commission a aussi prié le Secrétaire général d'établir à l'intention du Comité des contributions et de la Cinquième Commission, pour qu'ils l'examinent, un état présentant, sous forme concise, des données statistiques et autres renseignements pertinents sur les modifications survenues au cours des dix dernières années dans l'économie des Etats Membres, en particulier pour ce qui est des modifications se reflétant dans les chiffres du revenu national par habitant qui sont intervenues dans l'économie des Etats Membres économiquement peu développés par rapport aux Etats Membres hautement industrialisés.

46. Les deux rapports du Secrétaire général sont annexés au présent rapport (annexes II et III).

C. Conclusions générales

47. Le Comité des contributions s'est efforcé, dans le présent rapport, de fournir à l'Assemblée générale une étude critique de son mandat et des critères utilisés pour l'établissement du barème des quotes-parts. Pour ce faire, il a examiné non seulement les règles fondamentales sur lesquelles il se fonde, mais aussi les techniques qu'il emploie pour appliquer ces règles. D'une manière générale, le Comité est convaincu que les diverses directives que l'Assemblée générale a formulées à son intention ont subi avec succès l'épreuve du temps et permettent d'établir un barème équilibré et équitable fondé essentiellement sur le principe de la capacité de paiement. L'Assemblée a autorisé des dérogations à ce principe imposant certaines limitations dans le barème en tant que mesures délibérées de politique.

48. Dans son travail, le Comité a une fois de plus été frappé par la manière dont les divers critères et les dispositions de son mandat sont liés entre eux. Le Comité a toujours estimé que l'intention de l'Assemblée générale était d'établir un ensemble de règles cohérent qu'il devait observer conjointement et simultanément. Le Comité estime qu'il importe de préserver cette cohérence. Mais, dans ce cadre, des divergences d'opinion peuvent se manifester en ce qui concerne l'importance relative des divers facteurs et aussi l'interprétation des désirs de l'Assemblée générale. Le Comité n'a pas tenté de dissimuler les divergences de ce genre qui sont apparues au cours de ses discussions. Au contraire, il s'est efforcé d'exposer les divers points de vue exprimés d'une manière suffisamment détaillée, afin de permettre à l'Assemblée de connaître à fond les questions en jeu et de porter le jugement qui convient sur ces questions.

15/ A/7451, par. 16 et 17.

49. Dans le rapport qu'il a présenté à l'Assemblée générale à sa vingt-troisième session, le Comité des contributions a souligné que, lorsqu'il entreprend ses examens triennaux du barème, il exerce la faculté d'appréciation que l'Assemblée lui a reconnue; les modifications qu'il apporte exigent un élément de jugement qu'il est difficile de définir au moyen d'une formule précise. Dans son examen actuel, le Comité a dû encore faire face à plusieurs questions qui, étant donné leur caractère et leur complexité, exigent que le Comité use de cette faculté d'appréciation. Parmi ces questions, on peut citer l'évaluation des incidences de l'inflation et de la dévaluation, l'atténuation de changements trop marqués entre deux barèmes et l'interprétation des données statistiques. Le Comité se trouve donc amplement confirmé dans l'idée que c'est dans l'exercice de cette faculté qu'il a prouvé et qu'il continuera à prouver son utilité en tant qu'organe spécialisé de l'Assemblée générale.

50. Enfin, le Comité souhaite mettre en garde contre l'espoir qu'on puisse concevoir un barème de quotes-parts tenant entièrement compte de toutes les vues exprimées par les Etats Membres. Ces vues sont trop diverses et trop divergentes pour être combinées en une formule unique. Cependant, le Comité estime que, grâce aux directives générales de l'Assemblée et à l'utilisation des nouvelles techniques statistiques, il peut, en usant judicieusement de sa faculté d'appréciation, établir un barème de quotes-parts qui assure un juste équilibre entre les intérêts des Etats Membres et reflète les réalités de leur situation économique. Tel a été le souci constant du Comité jusqu'ici, et il en sera de même à l'avenir.

IV. AUTRES QUESTIONS EXAMINEES PAR LE COMITE

Recouvrement des contributions

51. Le Comité a pris acte d'un rapport du Secrétaire général qui indiquait qu'à la date de la fin de sa session neuf Etats Membres, à savoir la Bolivie, le Burundi, le Dahomey, l'Equateur, Haïti, l'Ouganda, la République Dominicaine, le Sénégal et le Yémen étaient en retard dans le paiement de leurs contributions au budget ordinaire de l'ONU, au sens de l'Article 19 de la Charte. Le Comité a décidé d'autoriser son président, si celui-ci le juge nécessaire, à faire paraître à ce sujet un additif au présent rapport à une date ultérieure.

Barèmes des contributions des institutions spécialisées

52. L'Assemblée générale, par sa résolution 311 B (IV), du 24 novembre 1949, a autorisé le Comité "à faire des recommandations ou à donner des avis au sujet du barème des contributions à toute institution spécialisée qui lui en fera la demande". Aucune institution spécialisée n'a présenté de demande de cette nature.

Date de la prochaine session

53. Le Comité a décidé que sa prochaine session s'ouvrirait le 4 mai 1970, au Siège de l'Organisation des Nations Unies.

ANNEXES

Annexe I

MANDAT DU COMITE

A

MANDAT INITIAL

Le mandat initial du Comité des contributions est énoncé aux paragraphes 13 et 14 de la section 2 du chapitre IX du rapport de la Commission préparatoire des Nations Unies a/ et dans le rapport de la Cinquième Commission en date du 11 février 1946 b/; il a été adopté par l'Assemblée générale au cours de la première partie de sa première session le 13 février 1946 (résolution 14 A (I), par. 3).

Les paragraphes pertinents du rapport de la Commission préparatoire, qui comprennent les amendements de la Cinquième Commission, sont les suivants :

"Répartition des dépenses

13. Les dépenses de l'Organisation seraient réparties, d'une manière générale, selon la capacité de paiement. Il est toutefois difficile de mesurer cette capacité uniquement par des moyens statistiques et impossible d'arriver à une formule précise. A première vue, des évaluations comparées du revenu national fourniraient, semble-t-il, le critère le plus équitable. Les principaux facteurs à faire entrer en ligne de compte pour éviter des anomalies dans la répartition seraient les suivants :

- a) Le revenu comparé par habitant;
- b) La désorganisation temporaire des économies nationales provoquée par la seconde guerre mondiale;
- c) La mesure dans laquelle les Membres peuvent se procurer des devises étrangères.

a/ Rapport de la Commission préparatoire des Nations Unies (PC/20).

b/ Documents officiels de l'Assemblée générale, première partie de la première session, séances plénières, annexe 19 (A/44).

Il conviendrait encore de se mettre en garde contre deux tendances opposées : certains Membres désireront peut-être diminuer indûment l'importance de leurs contributions, alors que d'autres désireront l'augmenter sans autre motif que des raisons de prestige. Si l'on fixe un plafond aux contributions, il ne faut pas que cela empêche de discerner clairement le rapport entre la contribution d'une nation et sa capacité de paiement. Il faudrait laisser le Comité libre de prendre en considération, pour arriver à ses conclusions, toutes données se rapportant à la capacité de paiement et tous autres éléments appropriés. Le barème, une fois fixé par l'Assemblée générale, ne devrait pas être soumis à une révision générale pendant un minimum de trois ans, ou à moins qu'il ne se soit manifestement produit des changements importants dans la capacité de paiement des Membres les uns par rapport aux autres.

14. Le Comité aurait encore les attributions ci-après :

a) Soumettre des recommandations à l'Assemblée générale sur les contributions des nouveaux Membres;

b) Examiner les demandes formulées par des Membres en vue d'une modification de l'assiette de leur contribution et faire rapport à l'Assemblée générale;

c) Etudier les mesures à prendre au cas où des Etats seraient en défaut dans le paiement de leur contribution et faire rapport à leur sujet.

Donner alors un avis à l'Assemblée générale sur l'application de l'Article 19 de la Charte."

B

RESOLUTION 238 (III) ADOPTEE PAR L'ASSEMBLEE GENERALE
LE 18 NOVEMBRE 1948

"L'Assemblée générale"

Reconnaissant

a) Qu'en temps normal aucun Etat Membre ne doit, pour aucune année, contribuer pour plus d'un tiers à couvrir les dépenses ordinaires de l'Organisation des Nations Unies;

b) Qu'en temps normal la contribution par habitant d'aucun Etat Membre ne doit dépasser la contribution par habitant de l'Etat Membre dont la quote-part est la plus élevée;

c) Que le Comité des contributions a besoin, pour l'exécution de sa tâche, de renseignements statistiques plus satisfaisants;

En conséquence,

1. Confirme le mandat du Comité des contributions que l'Assemblée générale a adopté par sa résolution du 13 février 1946 (résolution 14 A (I), par. 3);
2. Invite les Etats Membres à seconder le Comité des contributions en lui fournissant les statistiques dont ils disposent et tous autres renseignements indispensables au Comité pour l'accomplissement de sa tâche;
3. Accepte le principe de la fixation d'un maximum pour le pourcentage des contributions de l'Etat Membre dont la quote-part est la plus élevée;
4. Charge le Comité des contributions, en attendant qu'un barème de caractère plus permanent soit proposé, de présenter une recommandation sur la façon dont on peut utiliser les contributions supplémentaires provenant :
a) de l'admission de nouveaux Membres, et b) de l'augmentation de la capacité de paiement de certains Membres, pour corriger les imperfections du barème actuel ou encore pour réduire le taux des contributions des Membres actuels;
5. Décide que, lorsqu'on aura supprimé les imperfections du barème actuel et qu'on proposera un barème de caractère plus permanent, au moment où la situation économique mondiale s'améliorera, l'Assemblée générale fixera le taux de la contribution maximum pour la quote-part la plus élevée."

C

RESOLUTION 665 (VII) ADOPTÉE PAR L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE
LE 5 DÉCEMBRE 1952

"L'Assemblée générale,

1. Constate avec satisfaction les mesures que le Comité des contributions a prises pour mettre en oeuvre les recommandations contenues dans la résolution 582 (VI) de l'Assemblée générale en date du 21 décembre 1951, en tenant davantage compte de la situation des pays où le revenu par habitant est faible, et prie instamment le Comité de poursuivre ses efforts dans ce sens;
2. Donne pour instructions au Comité des contributions de ne pas prendre d'autres mesures touchant le maximum par habitant, tant que l'Organisation n'aura pas admis de nouveaux Membres ou que la situation économique des Membres actuels ne se sera pas assez améliorée pour que l'on puisse apporter au barème des ajustements progressifs;
3. Décide qu'à partir du 1er janvier 1954, la quote-part de l'Etat Membre dont la contribution est la plus élevée ne devra pas dépasser le tiers du total des contributions des Membres;

..."

D

RESOLUTION 876 A (IX) ADOPTÉE PAR L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE
LE 4 DÉCEMBRE 1954

"L'Assemblée générale,

1. Réaffirme la décision adoptée à sa septième session /résolution 665 (VII)/ de ne pas prendre d'autres mesures touchant le maximum par habitant, tant que l'Organisation n'aura pas admis de nouveaux Membres ou que la situation économique des Membres actuels ne sera pas assez améliorée pour que l'on puisse apporter des ajustements progressifs au barème de répartition des dépenses;

2. Réaffirme sa résolution 582 (VI) du 21 décembre 1951, dans laquelle elle a invité le Comité des contributions à tenir davantage compte de la situation des pays où le revenu par habitant est faible, et prescrit au Comité de continuer de le faire à l'avenir;

3. Donne pour instruction au Comité des contributions d'appliquer dorénavant la décision mentionnée au paragraphe 1 ci-dessus pour l'établissement du barème de répartition des contributions, de façon que la quote-part des Membres dont la contribution est limitée en application du principe du maximum par habitant ne soit pas portée au-dessus du niveau approuvé pour le budget de 1955 tant qu'il n'y aura pas parité entre leur contribution par habitant et la contribution par habitant de l'Etat Membre dont la quote-part est la plus élevée, et de façon que des ajustements en diminution interviennent lorsque les conditions énoncées dans la résolution 665 (VII), du 5 décembre 1952, se trouveront remplies ou lorsque des changements dans le revenu national relatif justifieront une réduction des contributions."

E

RESOLUTION 1137 (XII) ADOPTÉE PAR L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE
LE 14 OCTOBRE 1957

"L'Assemblée générale,

Rappelant les résolutions 14 (I) du 13 février 1946, 238 (III) du 18 novembre 1948 et 665 (VII) du 5 décembre 1952, concernant la répartition, entre les Etats Membres, des dépenses de l'Organisation des Nations Unies et la fixation du pourcentage que ne doit dépasser la quote-part d'aucun Etat Membre,

Notant que, lorsque ce plafond a été fixé à 33,33 p. 100 à compter du 1er janvier 1954, l'Organisation comprenait soixante Etats Membres,

Notant en outre que, depuis le 1er janvier 1954, vingt-deux Etats ont été admis à l'Organisation,

Rappelant sa résolution 1087 (XI) du 21 décembre 1956, en vertu de laquelle les quotes-parts des seize premiers Etats admis à l'Organisation depuis le 1er janvier 1954 ont été incluses dans le barème régulier des contributions pour 1956 et 1957 et ont servi à réduire la quote-part de tous les Etats Membres, à l'exception de celui qui verse la contribution la plus élevée et de ceux qui versent la contribution minimum,

Notant qu'il y a maintenant six nouveaux Etats Membres - la Fédération de Malaisie, le Ghana, le Japon, le Maroc, le Soudan et la Tunisie - dont la quote-part n'a encore été ni fixée par le Comité des contributions, ni incluse dans les 100 p. 100 du barème des quotes-parts,

Décide ce qui suit :

1. En principe, la contribution maximum d'un Etat Membre aux dépenses ordinaires de l'Organisation des Nations Unies ne doit pas dépasser 30 p. 100 du total;

...

3. Lorsqu'il préparera le barème des quotes-parts pour 1958 et pour les exercices ultérieurs, le Comité des contributions agira comme suit :

a) Les quotes-parts fixées par le Comité des contributions pour 1958 en ce qui concerne la Fédération de Malaisie, le Ghana, le Japon, le Maroc, le Soudan et la Tunisie seront incluses dans les 100 p. 100 du barème de 1958; pour cette opération, on utilisera la somme des quotes-parts des six Etats Membres précités afin de réduire proportionnellement les quotes-parts de tous les Etats Membres - à l'exception de ceux qui versent la quote-part minimum - en tenant compte du principe du maximum par habitant et de toute réduction qui pourrait devenir nécessaire une fois que le Comité des contributions aura examiné, à sa session commençant le 15 octobre 1957, les recours relatifs à des recommandations antérieures dudit Comité;

b) Au cours de la période de trois ans correspondant au prochain barème des quotes-parts (1959-1961), le Comité des contributions recommandera de nouvelles mesures en vue de réduire la quote-part de l'Etat Membre qui verse la contribution la plus élevée, lorsque de nouveaux Etats seront admis à l'Organisation des Nations Unies;

c) Par la suite, le Comité des contributions recommandera l'adoption des mesures supplémentaires qui pourront être nécessaires et appropriées pour achever la réduction;

d) Les quotes-parts des Etats Membres ne seront en aucun cas majorées du fait de la présente résolution."

F

RESOLUTION 1927 (XVIII) ADOPTÉE PAR L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE
LE 11 DÉCEMBRE 1963

"L'Assemblée générale,

...

2. Prie le Comité des contributions, en calculant les quotes-parts, de prêter dûment attention aux pays en voie de développement en raison de leurs problèmes économiques et financiers particuliers;

...."

G

RESOLUTION 2118 (XX) ADOPTÉE PAR L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE
LE 21 DÉCEMBRE 1965

"L'Assemblée générale,

...

2. Prend acte avec satisfaction des mesures prises par le Comité des contributions pour donner suite à la demande formulée par l'Assemblée générale dans sa résolution 1927 (XVIII), concernant l'attention qu'il convient de prêter aux pays en voie de développement, et prie le Comité, en calculant les quotes-parts, de continuer à s'efforcer de prêter dûment attention à la situation de ces pays en raison de leurs problèmes économiques et financiers particuliers."

Annexe II

RELEVÉ DES CONTRIBUTIONS OBLIGATOIRES ET VOLONTAIRES VERSEES PAR LES ETATS MEMBRES POUR LES EXERCICES 1967 ET 1968

Rapport du Secrétaire général

1. La Cinquième Commission, lors de la vingt-troisième session de l'Assemblée générale, a prié le Secrétaire général 1/ de présenter au Comité des contributions, à sa session de 1969, un rapport énumérant pour les exercices 1967 et 1968 les montants effectivement versés par chaque Etat Membre aux budgets ordinaires de l'Organisation des Nations Unies, des institutions spécialisées et de l'Agence internationale de l'énergie atomique, à tous les programmes et fonds d'affectation spéciale des organismes des Nations Unies financés par des contributions mises en recouvrement ou par des contributions volontaires, ainsi qu'à la Force des Nations Unies à Chypre.

2. En exécution de cette demande, deux tableaux sont présentés ci-après, énumérant, pour les exercices 1967 et 1968, les montants effectivement versés par les Etats Membres :

- I. Aux budgets ordinaires de l'Organisation des Nations Unies, des institutions spécialisées et de l'Agence internationale de l'énergie atomique;
- II. Au Programme des Nations Unies pour le développement, au Fonds des Nations Unies pour l'enfance, à l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient, au Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, au Programme alimentaire mondial, au Fonds général de l'Agence internationale de l'énergie atomique, au Fonds spécial de la Force d'urgence des Nations Unies, à la Force des Nations Unies à Chypre, à l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche et à d'autres fonds d'affectation spéciale des Nations Unies.

1/ Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-troisième session, Annexes, point 77 de l'ordre du jour, document A/7451, par. 16.

APPENDICE I

MONTANTS VERBES PAR LES ETATS MEMBRES POUR LES EXERCICES 1967 ET 1968

ETATS MEMBRES	EXERCICE	ONU	OT	FAO	UNESCO	OMS	OMC	UPL	OM	OMC	ATPA	EXERCICE	TOTAL POUR L'EXERCICE	ETATS MEMBRES
Afghanistan	1967	103 475	51 793	16 681	29 917	59 610	5 952	4 138	1 875	-	-	1967	218 831	Afghanistan
	1968	42 235	-	16 452	-	-	-	4 112	-	-	-	1968	123 687	
Afrique du Sud	1967	495 759	-	-	-	-	36 134	34 435	18 093	-	41 466	1967	709 930	Afrique du Sud
	1968	551 559	-	-	-	-	35 296	34 271	22 593	-	43 585	1968	776 745	
Albanie	1967	34 339	-	-	10 680	44 490	-	4 138	2 169	-	3 532	1967	98 897	Albanie
	1968	38 376	-	-	13 373	-	-	4 112	2 309	-	4 136	1968	112 074	
Algérie	1967	100 156	26 967	30 979	54 180	47 860	11 674	1 379	1 875	4 000	7 945	1967	317 115	Algérie
	1968	120 426	29 803	35 646	-	51 818	11 582	1 371	4 869	-	9 308	1968	396 428	
Arabie Saoudite	1967	144 867	-	21 447	-	31 970	7 227	1 379	2 436	-	5 287	1967	224 623	Arabie Saoudite
	1968	66 192	-	24 678	-	34 760	7 170	1 371	-	-	6 204	1968	150 931	
Argentine	1967	690 039	681 111	571 893	255 720	911 699	53 366	34 435	20 073	8 471	85 756	1967	1 409 329	Argentine
	1968	-	643 395	576 688	-	-	51 841	34 271	46 870	14 770	-	1968	3 470 180	
Australie	1967	1 658 866	411 245	495 664	440 219	751 430	117 851	34 435	37 963	4 976	124 933	1967	4 287 682	Australie
	1968	1 732 915	454 500	590 686	445 480	816 880	115 264	34 271	44 456	5 661	146 755	1968	4 542 868	
Autriche	1967	556 856	80 900	156 810	148 182	250 470	30 019	6 897	11 250	-	42 620	1967	1 303 604	Autriche
	1968	658 044	86 986	196 456	152 182	272 300	29 781	6 894	4 283	-	49 675	1968	1 457 897	
Barbade	1967	4 332	17 467	13 368	-	21 320	4 818	1 379	1 250	-	-	1967	28 849	Barbade
	1968	88 231	27 320	-	-	23 170	7 170	1 371	2 259	-	-	1968	168 167	
Belgique	1967	1 207 403	303 377	428 856	265 899	543 340	78 332	20 691	26 251	5 504	90 460	1967	3 020 403	Belgique
	1968	1 251 452	335 287	358 322	330 466	590 940	76 659	20 563	31 631	6 286	106 479	1968	3 210 863	
Birmanie	1967	62 995	31 461	19 076	12 807	26 640	7 227	4 112	5 685	2 000	4 380	1967	186 149	Birmanie
	1968	69 351	27 320	20 849	16 713	28 970	7 170	4 112	6 778	2 000	5 044	1968	198 863	
Bolivie	1967	56 590	359	12 457	-	3 034	-	4 138	-	-	-	1967	103 724	Bolivie
	1968	-	-	-	-	-	-	4 112	-	-	-	1968	38 813	
Botswana	1967	46 238	-	10 495	-	-	-	1 371	2 490	-	-	1967	57 013	Botswana
	1968	46 235	-	10 968	-	-	-	-	-	-	-	1968	65 022	
Bresil	1967	1 644 437	416 930	287 875	262 078	452 990	81 717	34 435	32 000	7 116	78 896	1967	3 353 224	Bresil
	1968	1 542 241	327 836	167 262	269 198	492 450	79 968	34 271	30 016	-	87 643	1968	3 083 668	
Bulgarie	1967	42 697	42 697	73 424	47 220	166 850	4 169	6 897	7 592	7 736	13 761	1967	132 636	Bulgarie
	1968	219 723	47 183	-	43 686	-	9 927	6 894	1 874	-	15 490	1968	603 303	
Burundi	1967	60 116	47 285	8 943	12 240	-	-	1 379	5 000	-	-	1967	134 763	Burundi
	1968	45 699	13 576	11 444	12 027	44 490	-	1 371	5 278	-	-	1968	138 874	
Cambridge	1967	99 680	-	67	-	20 920	-	1 379	1 698	-	-	1967	11 146	Cambridge
	1968	-	-	9 471	-	-	-	1 371	-	-	-	1968	143 696	
Cameroon	1967	41 996	26 967	9 532	12 030	21 320	7 227	1 379	1 875	3 873	3 532	1967	134 751	Cameroon
	1968	45 692	27 320	10 968	11 935	23 170	7 106	1 371	4 809	2 000	4 136	1968	143 745	
Canada	1967	3 328 230	755 072	993 711	889 342	1 503 180	286 807	34 435	58 981	12 500	251 316	1967	8 238 624	Canada
	1968	3 431 210	834 492	1 115 994	889 341	1 633 760	221 152	34 271	63 080	14 514	294 695	1968	8 722 599	
Ceylan	1967	83 994	26 967	23 879	18 099	37 300	7 227	6 897	5 789	-	6 146	1967	226 258	Ceylan
	1968	61 351	29 803	20 943	21 641	40 560	5 738	6 894	4 922	-	-	1968	212 365	
Chili	1967	292 374	9 936	116 768	57 970	176 420	15 663	6 897	18 980	-	6 623	1967	555 211	Chili
	1968	-	124 139	80 000	60 000	-	-	6 894	4 115	-	4 868	1968	457 621	
Chine	1967	450 000	450 000	-	1 505 000	100 000	37 245	34 435	104 762	7 680	-	1967	233 372	Chine
	1968	6 200 000	200 000	-	-	100 000	36 551	34 271	102 022	7 534	-	1968	8 344 111	
Cyprus	1967	41 996	26 967	9 532	11 890	21 320	7 227	1 379	1 875	-	3 670	1967	138 856	Cyprus
	1968	23 118	27 320	10 968	12 177	23 170	7 170	1 371	2 259	-	4 136	1968	116 967	
Colombie	1967	52 669	51 373	60 073	31 589	111 010	21 124	6 897	7 407	-	19 265	1967	393 177	Colombie
	1968	245 475	90 131	71 473	53 112	111 826	20 106	6 894	-	-	21 693	1968	682 655	
Congo (Brazzaville)	1967	109 437	-	-	11 964	21 320	7 227	1 379	-	-	-	1967	165 872	Congo (Brazzaville)
	1968	85 373	54 193	10 875	12 103	22 290	7 170	1 371	-	-	-	1968	193 663	
Congo (République démocratique du)	1967	26 967	27 320	151	30 081	55 610	7 227	4 133	7 501	-	4 435	1967	60 419	Congo (République démocratique du)
	1968	197 818	-	32 932	-	-	-	4 112	-	-	5 109	1968	363 586	

Annexe II

RELEVÉ DES CONTRIBUTIONS OBLIGATOIRES ET VOLONTAIRES VERSEES PAR LES ETATS MEMBRES POUR LES EXERCICES 1967 ET 1968

Rapport du Secrétaire général

1. La Cinquième Commission, lors de la vingt-troisième session de l'Assemblée générale, a prié le Secrétaire général 1/ de présenter au Comité des contributions, à sa session de 1969, un rapport énumérant pour les exercices 1967 et 1968 les montants effectivement versés par chaque Etat Membre aux budgets ordinaires de l'Organisation des Nations Unies, des institutions spécialisées et de l'Agence internationale de l'énergie atomique, à tous les programmes et fonds d'affectation spéciale des organismes des Nations Unies financés par des contributions mises en recouvrement ou par des contributions volontaires, ainsi qu'à la Force des Nations Unies à Chypre.
2. En exécution de cette demande, deux tableaux sont présentés ci-après, énumérant, pour les exercices 1967 et 1968, les montants effectivement versés par les Etats Membres :
 - I. Aux budgets ordinaires de l'Organisation des Nations Unies, des institutions spécialisées et de l'Agence internationale de l'énergie atomique;
 - II. Au Programme des Nations Unies pour le développement, au Fonds des Nations Unies pour l'enfance, à l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient, au Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, au Programme alimentaire mondial, au Fonds général de l'Agence internationale de l'énergie atomique, au Fonds spécial de la Force d'urgence des Nations Unies, à la Force des Nations Unies à Chypre, à l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche et à d'autres fonds d'affectation spéciale des Nations Unies.

1/ Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-troisième session, Annexes, point 77 de l'ordre du jour, document A/7451, par. 16.

APPENDICE I

MONTANTS VERSÉS PAR LES ÉTATS MEMBRES POUR LES EXERCICES 1967 ET 1968

ÉTATS MEMBRES	EXERCICE	OMI	UIT	PAO	UNESCO	OMS	OMCI	UPU	UITP/	OMI	ATPA	EXERCICE	TOTAL POUR L'EXERCICE	ÉTATS MEMBRES
Afghanistan	1967	103 475	51 793	16 651	29 917	55 610	5 932	4 135	5 000	1 975	-	1967	228 831	Afghanistan
	1968	42 235	-	16 432	-	-	-	4 112	5 278	-	-	1968	123 637	
Afrique du Sud	1967	495 792	-	-	-	-	36 134	34 435	80 000	15 093	41 426	1967	705 930	Afrique du Sud
	1968	551 559	-	-	-	-	35 296	34 271	84 444	22 593	48 595	1968	776 743	
Albanie	1967	34 335	-	-	10 680	-	-	4 138	5 000	2 169	3 532	1967	59 557	Albanie
	1968	38 376	-	-	13 373	44 490	-	4 112	5 278	2 309	4 136	1968	112 074	
Algérie	1967	100 156	26 967	30 979	54 180	47 960	11 674	1 379	30 000	1 875	7 945	1967	317 115	Algérie
	1968	120 426	29 503	35 646	-	51 313	11 582	1 371	31 667	4 809	9 306	1968	296 423	
Arabie Saoudite	1967	144 867	-	21 447	-	31 970	7 287	1 379	10 000	2 436	5 297	1967	224 623	Arabie Saoudite
	1968	66 392	-	24 678	-	34 760	7 170	1 371	10 556	-	6 204	1968	150 931	
Argentine	1967	690 539	681 111	551 853	235 720	911 699	53 366	34 435	150 000	20 073	8 471	1967	1 499 359	Argentine
	1968	-	643 395	576 686	-	-	51 841	34 271	150 333	46 870	85 756	1968	3 470 150	
Australie	1967	1 698 866	311 245	495 654	440 219	751 430	117 851	34 185	180 000	37 968	124 988	1967	4 257 692	Australie
	1968	1 732 915	454 500	558 686	445 450	816 880	115 264	34 271	190 000	44 556	146 755	1968	4 946 868	
Autriche	1967	556 456	80 900	166 310	148 282	250 470	30 019	6 897	10 000	11 290	42 620	1967	1 393 604	Autriche
	1968	658 844	86 986	136 456	152 182	272 300	29 781	6 894	10 556	4 285	49 675	1968	1 457 857	
Barbade	1967	4 532	17 467	-	-	21 320	4 813	1 379	2 683	2 299	-	1967	28 819	Barbade
	1968	88 231	27 320	13 368	-	23 170	7 170	1 371	5 278	-	-	1968	168 167	
Belgique	1967	1 207 403	303 377	428 856	265 899	543 580	78 382	20 691	50 000	26 251	90 460	1967	3 020 403	Belgique
	1968	1 221 432	335 237	358 322	350 466	590 940	76 699	20 563	22 778	31 631	106 479	1968	3 210 865	
Birmanie	1967	62 995	31 461	19 076	12 807	26 640	7 227	4 138	10 000	5 625	4 380	1967	186 349	Birmanie
	1968	69 321	27 320	20 849	16 713	28 970	7 170	4 112	10 556	6 778	5 044	1968	198 863	
Bolivie	1967	56 590	359	12 457	-	3 034	-	4 138	30 000	-	-	1967	103 784	Bolivie
	1968	-	-	-	-	-	-	4 112	31 667	-	-	1968	38 813	
Botswana	1967	46 248	-	10 495	-	-	-	-	-	2 490	-	1967	57 013	Botswana
	1968	46 235	-	10 963	-	-	-	-	-	-	-	1968	65 022	
Brazil	1967	1 644 437	426 930	297 275	262 078	432 990	81 717	1 371	3 953	-	-	1967	3 353 294	Brazil
	1968	1 242 241	347 836	167 262	269 198	492 450	79 963	34 271	52 000	32 016	78 896	1968	3 033 668	
Bulgarie	1967	-	42 697	73 424	47 220	166 850	4 169	6 897	10 000	7 592	13 761	1967	132 636	Bulgarie
	1968	219 723	47 153	-	43 636	-	9 927	6 894	10 556	1 874	10 490	1968	603 308	
Burundi	1967	60 116	47 285	8 943	12 240	44 490	-	1 379	5 000	-	-	1967	134 763	Burundi
	1968	45 688	13 576	11 444	12 027	-	-	1 371	5 278	-	-	1968	138 574	
Cambodge	1967	99 680	-	67	-	-	-	1 379	10 000	-	-	1967	11 446	Cambodge
	1968	-	-	9 471	-	20 920	-	1 371	10 556	1 698	-	1968	143 696	
Cameroun	1967	41 996	26 967	9 532	12 080	21 320	7 227	1 379	5 000	1 875	3 532	1967	134 751	Cameroun
	1968	45 652	27 320	10 963	11 935	23 170	7 106	1 371	5 278	4 809	4 136	1968	143 745	
Canada	1967	3 228 210	755 072	933 711	939 341	1 508 180	226 807	34 435	150 000	28 081	251 316	1967	8 238 624	Canada
	1968	3 131 210	834 492	1 115 594	939 341	1 633 760	221 192	34 271	150 000	63 080	294 695	1968	8 722 509	
Ceylan	1967	83 994	26 967	23 979	18 099	37 300	7 227	6 897	10 000	5 789	6 146	1967	228 258	Ceylan
	1968	61 351	29 803	20 943	21 611	40 560	5 738	6 894	10 556	4 922	-	1968	202 363	
Chili	1967	292 374	9 936	116 763	57 970	176 420	15 663	6 897	30 000	16 980	6 623	1967	555 211	Chili
	1968	-	124 159	30 000	60 000	-	-	6 894	31 667	4 115	4 606	1968	487 321	
Chine	1967	450 000	450 000	-	-	100 000	37 245	34 435	150 000	104 762	-	1967	983 272	Chine
	1968	6 200 000	200 000	-	1 505 000	100 000	36 951	34 271	153 333	102 022	-	1968	8 344 111	
Cyprus	1967	41 996	26 967	9 532	11 990	21 320	7 227	1 379	5 000	1 875	3 670	1967	130 856	Cyprus
	1968	23 113	27 320	10 963	12 177	23 170	7 170	1 371	5 278	2 299	4 136	1968	116 967	
Colombie	1967	28 669	51 373	60 973	31 559	111 910	21 124	6 897	30 000	7 407	19 265	1967	393 177	Colombie
	1968	245 473	90 151	71 473	93 112	111 826	20 406	6 894	31 667	-	21 693	1968	692 655	
Congo (Brazzaville)	1967	109 437	54 193	9 944	11 964	21 320	7 227	1 379	5 000	-	-	1967	165 871	Congo (Brazzaville)
	1968	55 373	26 967	10 875	12 103	22 290	7 170	1 371	5 278	-	-	1968	193 656	
Congo (République démocratique du)	1967	-	26 967	151	-	-	7 227	4 131	10 000	7 501	4 435	1967	60 419	Congo (République démocratique du)
	1968	197 318	27 320	32 932	30 011	55 610	-	4 112	10 556	-	5 109	1968	363 596	

ETATS MEMBRES	EXERCICE	ONU	CITY	FAO	UNESCO	OMS	OMCI	UFU	UN/2	OMI	ATAA	EXERCICE	TOTAL POUR L'EXERCICE	ETATS MEMBRES
Costa Rica	1967 1968	74 603 -	-	9 599 -	-	-	-	4 133 4 112	5 000 5 278	2 767 -	-	1967 1968	21 504 83 993	Costa Rica
Côte d'Ivoire	1967 1968	76 503 88 231	26 967 27 320	9 532 10 968	11 873 12 194	21 320 23 170	7 227 7 170	1 379 1 371	10 000 10 556	1 832 2 259	2 000	1967 1968	172 303 187 375	Côte d'Ivoire
Cuba	1967 1968	179 693 -	59 085 -	62 164 14	109 -	96 567	11 674	4 133 4 112	10 000 10 556	5 694	2 932	1967 1968	335 289 111 249	Cuba
Dahomey	1967 1968	21 088 9 380	20 342 -	19 064 2 377	9 250 4 039	9 340 5 330	5 808	1 379 1 371	5 000 5 278	1 578	-	1967 1968	93 149 27 915	Dahomey
Danemark	1967 1968	650 948 716 636	157 307 173 932	195 406 219 360	172 450 174 530	293 110 318 640	42 248 41 363	13 794 13 704	50 000 52 776	19 421 15 981	13 355 15 743	1967 1968	1 657 693 1 868 563	Danemark
El Salvador	1967 1968	-	22 421 24 405	67	-	-	-	4 133 4 112	30 000 31 667	-	-	1967 1968	56 686 81 504	El Salvador
Equateur	1967 1968	35 202 32 601	33 663 31 023	25 261 2 134	-	-	-	4 133 4 112	10 000 10 556	1 851 2 278	-	1967 1968	110 115 87 172	Equateur
Espagne	1967 1968	766 435	233 713	228 739 257 875	201 600 207 096	346 400	50 031 49 084	34 425 34 271	30 000 31 667	20 625 7 728	9 399 15 292	1967 1968	1 979 251 603 013	Espagne
Etats-Unis d'Amérique	1967 1968	37 536 227 41 062 673	2 613 100 6 209 022	7 504 153 8 749 722	3 947 425 9 052 501	16 627 320 13 075 620	1 725 955 1 725 092	34 425 34 271	300 000 316 667	513 761 619 051	78 125 117 710	1967 1968	81 711 830 99 239 311	Etats-Unis d'Amérique
Ethiopie	1967 1968	41 996 46 235	26 967 27 320	9 532 10 968	24 042	21 320 23 170	7 227 7 170	4 133 4 112	10 000 10 556	3 750 9 619	-	1967 1968	143 872 143 310	Ethiopie
Finlande	1967 1968	451 465 566 374	67 417 74 508	135 831 150 810	57 741 152 822	202 510 220 150	26 653 25 921	13 794 13 708	30 000 31 667	11 250 13 556	6 112 6 951	1967 1968	1 037 407 1 386 724	Finlande
France	1967 1968	5 363 086 6 330 134	1 364 074 1 507 550	1 503 753 2 144 244	1 671 036 1 749 344	2 093 790 3 140 060	395 550 333 563	34 425 34 271	300 000 316 667	97 522 117 484	433 616 566 649	1967 1968	15 039 891 16 374 640	France
Gabon	1967 1968	76 489 46 235	26 912 27 445	9 532 10 968	4 997	19 320 25 170	7 227 7 170	1 379 1 371	5 000 5 278	1 898 4 134	-	1967 1968	147 767 138 848	Gabon
Gambie	1967 1968	12 000 41 996	-	9 532 10 968	-	-	-	-	-	-	-	1967 1968	21 532 52 964	Gambie
Ghana	1967 1968	43 994	27 212	22 421	14 632	2 050	7 227	4 133	10 000	4 200	2 516	1967 1968	94 446 237 714	Ghana
Grèce	1967 1968	517 379 335 201	47 192 28 156	78 501 87 706	30 790 107 623	117 240 127 460	16 677	6 897 6 854	10 000 10 556	11 319	30 651 35 882	1967 1968	882 368 708 025	Grèce
Guatemala	1967 1968	41 996 53 792	26 967 27 320	8 565 11 935	11 829 12 119	21 320 23 170	7 227 7 170	4 133 4 112	10 000 10 556	1 875 2 259	-	1967 1968	133 017 152 463	Guatemala
Guinée	1967 1968	63 736	925	67	23 913	4 515	-	4 133	5 000	1 898	-	1967 1968	80 279 50 384	Guinée
Guyane	1967 1968	46 268 46 235	26 967 27 320	1 906 20 500	-	21 320 23 170	5 420 7 170	1 379 1 371	4 167 5 278	1 832 2 259	-	1967 1968	109 538 133 303	Guyane
Haïti	1967 1968	29 167 35 005	-	17 884 10 968	-	-	-	4 133 4 112	10 000 10 556	-	-	1967 1968	61 189 63 566	Haïti
Haute-Volta	1967 1968	-	21 282 27 030	9 252 9 833	9 078 10 044	21 320 21 320	7 227 6 717	1 379 1 371	5 000 5 278	1 875 2 259	-	1967 1968	107 853 116 332	Haute-Volta
Honduras	1967 1968	36 373 27 000	34 511 27 320	9 252 9 559	12 104 11 861	21 320	7 227	4 133	5 000	2 099	2 500	1967 1968	134 804 119 323	Honduras
Hongrie	1967 1968	501 950 513 135	77 600 102 621	-	28 500	15 394 254 813	-	13 794 13 708	10 000 10 556	17 504	-	1967 1968	636 250 1 129 124	Hongrie
Inde	1967 1968	1 811 905 2 105 257	653 947 712 795	376 739 652 134	507 600 524 904	879 330 955 920	116 183 113 864	34 425 34 271	130 000 137 222	43 751 59 742	9 120 10 604	1967 1968	4 914 870 5 477 709	Inde
Indonésie	1967 1968	547 906	86 136 166 795	121 533 157 100	-	196 260	21 324	20 691 20 563	10 000 10 556	51 188	9 228 4 845	1967 1968	1 095 020 516 985	Indonésie
Irak	1967 1968	77 568 302 882	26 967 29 893	46 262 213	-	37 300 40 500	-	1 379 1 371	10 000 10 556	-	-	1967 1968	205 622 413 268	Irak
Iran	1967 1968	209 983	60 675 67 057	61 958 453	69 319	78 340 17 386	11 674 11 522	6 957 6 954	10 000 10 556	> 685	4 000	1967 1968	239 169 393 333	Iran

ÉTATS MEMBRES	EXERCICE		OIT	FAO	UNESCO		OMS	OMC	UFTU	UITP/ UITP	OMC	OMCII		AIFA	EXERCICE		TOTAL POUR L'EXERCICE		ÉTATS MEMBRES
	1967	1968	1967	1968	1967	1968	1967	1968	1967	1968	1967	1968	1967	1968	1967	1968	1967	1968	
Irlande	167 937	196 197	51 686	50 043	44 289	45 730	74 610	14 453	13 794	30 000	5 625	2 596	-	-	1967	1968	455 323	507 166	Irlande
Islande	41 996	46 235	26 967	9 532	11 720	12 360	23 320	7 227	1 379	5 000	1 875	2 606	3 532	4 136	1967	1968	133 084	145 423	Islande
Israël	30 000	216 146	26 967	22 608	47 749	43 160	79 940	22 792	4 138	10 000	5 625	8 976	13 278	15 516	1967	1968	302 073	475 441	Israël
Italie	3 192 039	2 934 080	230 349	192 175	594 771	872 256	1 001 969	172 329	34 485	100 000	48 701	60 023	232 938	236 644	1967	1968	6 693 339	7 296 644	Italie
Jamaïque	46 496	63 792	26 967	16 681	14 842	-	26 640	7 227	1 379	10 000	1 875	-	4 987	5 170	1967	1968	156 694	163 060	Jamaïque
Japon	2 908 284	4 369 173	453 942	867 412	770 625	791 424	1 316 330	156 764	34 485	200 000	48 751	63 071	221 016	231 738	1967	1968	7 040 660	8 874 423	Japon
Jordanie	118 499	46 235	32 898	9 532	11 711	12 369	21 320	7 227	1 379	5 000	2 013	-	-	-	1967	1968	209 539	133 764	Jordanie
Kenya	41 996	41 996	26 967	9 532	18 878	5 202	21 320	7 227	1 379	5 000	2 436	-	3 670	4 136	1967	1968	133 451	126 093	Kenya
Koweït	62 995	60 911	26 967	19 064	14 844	15 243	26 640	7 227	1 379	10 000	4 311	-	4 449	5 177	1967	1968	177 876	206 180	Koweït
Laos	77 219	40 976	26 967	11 968	-	-	21 320	7 227	1 379	5 000	1 875	-	-	-	1967	1968	153 845	118 512	Laos
Lesotho	-	92 763	-	9 532	-	-	-	-	1 379	3 333	-	-	-	-	1967	1968	14 044	110 380	Lesotho
Liban	52 496	57 792	26 967	16 681	7 540	22 369	26 640	11 118	1 379	5 000	1 875	3 456	4 114	5 170	1967	1968	157 966	179 727	Liban
Libéria	76 781	46 235	51 372	9 532	24 080	-	21 320	7 227	1 379	10 000	-	123 253	3 670	-	1967	1968	328 614	87 905	Libéria
Libye	76 903	88 231	26 967	9 532	24 090	-	21 320	-	1 379	5 000	1 875	-	-	4 136	1967	1968	166 626	160 474	Libye
Luxembourg	52 496	57 792	26 967	16 681	14 773	15 172	26 640	7 227	4 138	5 000	1 875	-	4 114	5 081	1967	1968	160 211	169 606	Luxembourg
Madagascar	41 996	46 335	26 967	9 532	11 895	12 212	23 320	7 227	4 138	10 000	1 875	2 000	3 670	4 136	1967	1968	140 580	150 238	Madagascar
Malaisie	125 991	123 145	44 945	38 128	30 057	36 143	49 920	7 227	4 138	30 000	5 694	-	-	-	1967	1968	336 100	368 948	Malaisie
Malawi	41 996	46 235	26 967	9 532	12 080	11 935	23 170	7 227	1 379	5 000	1 875	-	-	-	1967	1968	127 376	135 706	Malawi
Maldives	40 785	-	-	-	-	-	21 320	-	1 379	4 583	-	1 167	-	-	1967	1968	28 449	70 604	Maldives
Mali	164 734	-	78 553	22 953	2 917	-	44 490	7 227	1 379	5 000	6 429	-	-	-	1967	1968	20 102	324 943	Mali
Malte	41 996	46 235	26 967	9 532	12 080	12 000	23 320	7 227	1 379	5 000	-	3 137	2 237	-	1967	1968	128 658	135 749	Malte
Maroc	115 491	111 556	31 461	33 362	29 656	30 456	51 290	7 227	13 794	10 000	3 750	2 224	8 725	10 321	1967	1968	308 980	221 710	Maroc
Mauritanie	86 386	-	18 359	1 962	11 986	12 094	21 320	4 474	1 379	5 000	2 656	5 977	-	-	1967	1968	139 439	80 801	Mauritanie
Mexique	850 431	829 877	154 568	430 133	220 782	228 727	214 549	56 702	20 691	50 000	-	3 224	64 622	75 512	1967	1968	2 065 702	2 020 478	Mexique
Mongolie	36 098	43 059	-	-	11 880	12 157	23 170	-	1 379	5 000	1 875	-	-	-	1967	1968	78 452	103 775	Mongolie
Népal	41 996	34 314	-	9 702	-	-	21 320	-	4 138	5 000	2 764	-	-	-	1967	1968	61 472	101 334	Népal
Nicaragua	8 195	35 563	24 405	17 863	-	-	21 320	-	4 138	10 000	-	-	-	-	1967	1968	85 921	94 370	Nicaragua

ETATS MEMBRES	EXERCICE	OMU	OUT	FAD	UNESCO	OMS	QACT	UFI	UIT ²	OMI	ALFA	EXERCICE	TOTAL POUR L'EXERCICE
Niger	1967 1968	41 487 40 555	26 967 27 320	9 243 11 156	11 947 12 120	17 490 23 170	- -	1 379 1 371	5 000 5 278	- -	- -	1967 1968	113 613 124 956
Nigéria	1967 1968	- 178 486	43 120 50 989	75 403 60 395	9 670 64 000	79 940 86 910	11 118 11 030	6 897 6 894	20 000 21 111	2 269 2 272	13 105 15 484	1967 1968	267 379 504 441
Norvège	1967 1968	461 963 472 727	114 609 126 664	133 214 153 552	108 452 136 959	207 840 225 950	33 910 33 090	13 794 13 708	50 000 52 778	67 682 85 815	35 281 41 352	1967 1968	1 244 870 1 558 410
Nouvelle-Zélande	1967 1968	398 968 408 112	105 620 116 729	119 150 134 358	105 980 105 350	181 190 196 960	22 792 22 060	34 485 34 271	50 000 52 778	2 916 2 989	29 879 35 129	1967 1968	1 049 040 1 122 312
Ouganda	1967 1968	41 996 -	26 967 27 320	7 111 7 112	23 983 84	21 320 23 170	4 216 -	1 375 1 371	5 000 5 278	- -	- -	1967 1968	134 408 66 708
Pakistan	1967 1968	441 981 427 670	132 191 141 975	113 111 -	209 635 -	137 156 126 650	25 571 24 818	34 485 34 271	30 000 31 667	- 7 813	28 968 17 041	1967 1968	954 673 1 035 070
Panama	1967 1968	41 996 -	59 844 -	9 599 -	9 575 -	20 626 -	- -	4 138 4 112	5 000 5 278	399 2 259	- 501	1967 1968	106 174 103 740
Paraguay	1967 1968	91 110 -	- -	22 268 -	- -	2 190 -	- -	4 138 4 112	10 000 10 556	- 1 247	- -	1967 1968	36 406 109 215
Pays-Bas	1967 1968	1 165 405 1 340 804	253 978 280 648	347 918 309 364	309 429 313 040	527 600 573 560	115 071 112 306	20 691 20 563	80 000 84 444	21 919 25 399	88 529 103 442	1967 1968	2 953 000 3 270 842
Pérou	1967 1968	20 000 -	56 111 -	218 37 999	- -	4 470 -	- -	6 897 6 894	20 000 21 111	- 8 314	- -	1967 1968	83 226 98 748
Philippines	1967 1968	185 735 741 159	85 148 91 893	109 618 123 350	91 786 100 192	165 210 179 600	16 677 16 545	1 379 1 371	10 000 10 556	5 007 -	27 162 32 015	1967 1968	704 972 1 310 277
Pologne	1967 1968	1 111 647 1 433 105	280 905 307 967	455 153 497 000	362 562 440 000	687 470 747 360	79 494 78 865	20 691 20 563	30 000 31 667	6 436 7 517	120 179 120 278	1967 1968	3 180 788 3 175 953
Portugal	1967 1968	138 085 512 680	58 428 52 606	47 660 52 058	42 140 52 058	144 600 -	13 342 15 236	13 794 13 708	30 000 31 667	8 719 11 297	12 325 13 254	1967 1968	364 493 694 226
République arabe unie	1967 1968	214 482 377 856	80 800 86 366	71 490 -	61 009 63 311	111 010 115 870	18 901 14 000	20 691 20 563	50 000 52 778	6 192 5 076	19 265 -	1967 1968	707 668 748 615
République centrafricaine	1967 1968	41 996 9 127	26 967 27 320	9 532 10 894	11 873 12 008	21 320 23 170	7 227 7 170	1 379 1 371	5 000 5 278	- 2 259	- -	1967 1968	125 294 98 397
République Dominicaine	1967 1968	30 431 34 954	20 000 -	129 -	- -	- -	- -	4 138 4 112	30 000 31 667	- -	- -	1967 1968	84 698 70 733
République socialiste soviétique de Biélorussie	1967 1968	581 907 M/ 512 043 M/	101 126 11 762	- -	117 045 144 400	- -	- -	6 897 6 894	10 000 10 556	- -	41 461 48 591	1967 1968	867 564 847 841
République socialiste soviétique d'Ukraine	1967 1968	2 801 795 M/ 1 936 886 M/	231 466 295 066	- -	437 717 544 810	- -	- -	20 691 20 563	30 000 31 667	- -	156 062 182 982	1967 1968	3 706 659 3 052 892
République-Unie de Tunisie	1967 1968	95 810 -	26 967 27 320	9 532 10 968	11 874 12 155	17 110 6 227	7 227 -	1 379 1 371	5 000 5 278	- 2 436	- -	1967 1968	81 825 161 540
Roumanie	1967 1968	234 135 246 000	96 621 106 755	109 618 123 350	99 114 99 330	165 210 179 600	20 568 20 406	20 691 20 563	10 000 10 556	2 624 3 117	27 138 32 066	1967 1968	895 495 955 420
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	1967 1968	7 569 886 7 415 831	2 053 977 2 270 018	2 259 084 2 536 356	1 993 418 2 046 898	3 426 720 3 719 410	495 307 484 217	34 485 34 271	300 000 316 667	90 166 103 016	571 025 670 769	1967 1968	18 923 444 19 755 340
Rwanda	1967 1968	80 781 46 235	26 967 27 320	9 532 10 968	9 676 14 351	340 44 150	7 227 7 170	1 379 1 371	5 000 5 278	- -	- -	1967 1968	142 902 161 017
Sénégal	1967 1968	- 100	27 165 27 111	9 532 10 919	- 23 909	21 320 23 170	7 227 -	4 138 4 112	10 000 10 556	2 000 -	3 497 735	1967 1968	86 754 104 420
Sierra Léone	1967 1968	63 329 38 970	27 235 23 311	11 899 8 218	20 631 3 429	21 320 19 200	7 227 7 170	1 379 1 371	5 000 5 278	- -	- -	1967 1968	158 000 114 425
Singapour	1967 1968	- 99 788	26 967 27 320	- -	12 040 12 040	21 320 23 170	7 227 7 170	1 379 1 371	10 000 10 556	- 4 000	3 670 4 065	1967 1968	86 353 189 480
Somalie	1967 1968	55 420 46 235	51 051 27 641	19 989 11 127	11 884 12 135	44 150 -	- -	1 379 1 371	10 000 10 556	- -	- -	1967 1968	153 163 155 603

APPENDICE I (suite)

ETATS MEMBRES	EXERCICE	ONU	OTZ	PAO	UNESCO	OMS	OMC	URU	UIT ^{b/}	OMU	ALFA	EXERCICE	TOTAL POUR L'EXERCICE	ETATS MEMBRES
Soudan	1967 1968	168 377 116 787	26 967	151 40 849	-	-	-	1 379 1 371	10 000 10 556	3 790	-	1967 1968	187 987 223 170	Soudan
Soudé	1967 1968	1 322 893 1 440 832	355 064 302 410	395 578 444 204	349 128 358 568	596 880 648 870	78 988 77 210	20 691 20 563	100 000 105 556	30 001 36 149	99 323 116 819	1967 1968	3 368 095 3 664 315	Soudé
Syrie	1967 1968	- 143 710	54 287	19 726 16 552	14 784 15 124	-	7 227 7 170	1 379 1 371	10 000 10 556	3 790 4 519	4 414 5 170	1967 1968	61 220 320 070	Syrie
Tchad	1967 1968	75 619	33 833	8 964 12 000	5 037 18 963	6 146	7 227 7 138	1 379 1 371	5 000 5 278	2 803 2 259	-	1967 1968	132 575 60 847	Tchad
Tchécoslovaquie	1967 1968	956 291 1 090 908	208 993 228 492	-	156 307 469 713	527 600 573 560	60 593 60 114	20 691 20 563	30 000 31 667	2 264 2 355	91 740 105 423	1967 1968	2 075 104 2 605 709	Tchécoslovaquie
Thaïlande	1967 1968	146 988 146 202	44 945 49 672	42 894 49 356	29 818 47 814	65 950 69 520	10 006 9 927	4 358 4 112	20 000 21 111	7 501 9 040	11 408 13 430	1967 1968	381 648 420 242	Thaïlande
Togo	1967 1968	41 996 46 235	27 026 26 566	9 532 10 968	11 861 12 204	21 320 23 170	7 227	1 379 1 371	5 000 5 278	3 773 2 279	-	1967 1968	129 114 128 073	Togo
Trinité-et-Tobago	1967 1968	41 996 87 020	26 967 27 320	9 532 10 968	11 861 12 204	21 320 23 170	7 227 7 170	1 379 1 371	5 000 5 278	2 279	-	1967 1968	134 252 184 028	Trinité-et-Tobago
Tunisie	1967 1968	59 881 42 235	26 967 27 320	16 631 16 432	14 787 15 124	26 840 28 570	7 227 7 170	6 897 6 854	20 000 21 111	1 875 1 698	4 213 4 370	1967 1968	187 168 173 289	Tunisie
Turquie	1967 1968	772 095	150 565 134 115	102 350 181 576	76 520 117 713	165 210 179 600	18 901 18 751	20 691 20 563	20 000 21 111	11 250 13 568	27 162 32 015	1967 1968	592 649 1 495 467	Turquie
Union des Républiques socialistes soviétiques	1967 1968	11 925 393 a/ 18 676 716 a/	2 283 106 2 483 609	-	3 317 528 4 123 700	7 087 930 7 699 320	-	34 485 34 271	300 000 316 667	188 617 279 613	1 184 156 1 388 438	1967 1968	26 366 272 35 263 235	Union des Républiques socialistes soviétiques
Uruguay	1967 1968	284 358	101 652	34 800 100	-	-	-	4 138 4 112	10 000 10 556	7 501	-	1967 1968	442 539 14 783	Uruguay
Venezuela	1967 1968	528 958	112 362 124 180	157 278 175 488	139 093 142 889	239 830 260 710	32 242	4 138 4 112	30 000 31 667	11 250 13 584	1 687 46 510	1967 1968	727 846 1 324 368	Venezuela
Yémen	1967 1968	34 170 34 953	-	14 566	-	21 320	-	1 379 1 371	10 000 10 556	-	-	1967 1968	60 115 68 202	Yémen
Yougoslavie	1967 1968	300 000 540 316	89 889 99 344	112 024 25	98 295 105 699	170 540 185 390	19 457	20 691 20 563	10 000 10 556	11 250 13 416	28 149 33 067	1967 1968	866 611 1 015 829	Yougoslavie
Zambie	1967 1968	41 996 46 235	26 967 27 320	9 532 10 968	11 861 12 204	21 320 23 170	7 227 7 170	4 138 4 112	10 000 10 556	3 796 4 473	-	1967 1968	136 347 145 155	Zambie

a/ Conformément à ce qu'ils avaient annoncé, les Gouvernements de la République socialiste soviétique de Biélorussie, de la République socialiste soviétique d'Ukraine et de l'Union des Républiques socialistes soviétiques ont en outre mis à la disposition de l'ONU pendant les exercices 1967 et 1968 l'équivalent en leur monnaie nationale de 66 515 dollars, 1 577 dollars et 1 907 962 dollars respectivement, au titre de leur contribution obligatoire au financement des crédits relatifs à l'assistance technique inscrits au Titre V du budget ordinaire de l'ONU.

b/ Montant en francs suisses converti au taux de 4,32 francs suisses pour un dollar E.-U.

MONTANTS VERSÉS PAR LES ETATS MEMBRES POUR LES EXERCICES 1967 ET 1968

ETATS MEMBRES	EXERCICE	FNUD	FISE	UNRWA	ECR	PAM	Fonds général de l'ALBA	FNUD	Forces des Nations Unies à Chypre	UNITAR	Fonds d'affectation spéciale s/	EXERCICE	TOTAL	ETATS MEMBRES
Afghanistan	1967 1968	156 231 -	8 000 2 000	- -	- -	1 332 663	- -	2 110 -	- -	- -	- -	1967 1968	167 673 2 663	Afghanistan
Afrique du Sud	1967 1968	- -	100 750 50 453	- -	- -	- -	9 400 9 400	132 267 -	- -	- -	1 300 1 300	1967 1968	263 717 61 138	Afrique du Sud
Albanie	1967 1968	4 000 4 000	- -	- -	- -	- -	- -	- -	- -	- -	- -	1967 1968	4 000 4 000	Albanie
Algérie	1967 1968	200 000 200 000	- -	- -	6 000 7 000	6 666 6 664	- -	- -	- -	- -	- -	1967 1968	212 666 253 708	Algérie
Arabie Saoudite	1967 1968	300 000 300 000	20 000 20 000	297 778 297 778	- -	10 000 -	1 200 1 200	- -	- -	2 000 2 000	- -	1967 1968	620 978 638 978	Arabie Saoudite
Argentine	1967 1968	94 459 111 999	- -	- -	- -	- -	- -	- -	- -	- -	- -	1967 1968	94 459 122 206	Argentine
Australie	1967 1968	912 099 1 447 839	967 741 645 461	201 600 201 600	- -	- -	20 000 23 352	314 735 -	225 000 223 000	- -	- -	1967 1968	2 661 175 2 990 932	Australie
Autriche	1967 1968	665 800 1 564 870	116 763 116 416	29 350 10 000	30 000 24 000	- -	9 600 9 600	106 045 -	200 000 160 000	- -	5 000	1967 1968	1 177 593 1 889 886	Autriche
Barbade	1967 1968	- 7 500	4 031 1 800	- -	- -	- -	- -	209 1 689	- -	- -	- -	1967 1968	4 240 10 989	Barbade
Belgique	1967 1968	1 825 000 1 825 000	200 000 240 000	35 000 35 000	- -	60 365 119 635	10 000 -	184 076 -	221 094 49 767	50 218 49 632	- -	1967 1968	2 585 755 2 499 034	Belgique
Birmanie	1967 1968	75 000 75 000	56 007 47 996	- -	- -	- -	1 000 1 000	2 532 -	- -	- -	- -	1967 1968	134 539 123 996	Birmanie
Bolivie	1967 1968	- 30 000	- -	- -	- -	- -	- -	- -	- -	- -	- -	1967 1968	- 30 000	Bolivie
Botswana	1967 1968	4 170 5 600	1 391 -	- -	- -	- -	- -	1 898 -	- 500	- -	- -	1967 1968	7 459 6 600	Botswana
Bresail	1967 1968	900 000 107 262	62 693 55 441	- -	10 000 10 000	- -	- 34 200	40 102 -	- -	- -	2 000	1967 1968	1 012 795 208 903	Bresail
Bulgarie	1967 1968	50 000 31 010	17 094 17 094	- -	- -	- -	5 000 -	- -	- -	- -	12 000	1967 1968	67 094 65 104	Bulgarie
Burundi	1967 1968	43 430 32 000	- -	- -	- -	- -	- -	- -	- -	- -	- -	1967 1968	43 430 32 000	Burundi
Cambodge	1967 1968	10 714 -	2 000 -	- -	- -	- -	- -	- -	- -	- -	1 571	1967 1968	1 571 12 714	Cambodge
Cameroun	1967 1968	45 406 24 844	40 000 20 000	- -	- -	- -	- -	- -	- -	- -	- -	1967 1968	85 408 47 232	Cameroun
Canada	1967 1968	19 965 380 -	969 422 931 898	462 963 468 963	324 074 324 074	2 891 666 2 891 668	57 000 57 000	634 263 -	- -	55 556 55 556	23 148 9 259	1967 1968	4 778 097 24 097 753	Canada
Ceylan	1967 1968	160 000 175 000	14 702 11 811	- -	- -	- -	2 100 2 100	3 376 -	- -	- -	2 100	1967 1968	182 276 188 911	Ceylan
Chili	1967 1968	199 158 223 304	120 000 120 000	1 000 -	- -	47 999 27 809	5 000 -	- -	- -	- -	- -	1967 1968	332 117 372 113	Chili
Chine	1967 1968	87 000 157 000	30 000 40 000	20 000 30 000	5 000 -	- -	5 000 -	- -	- -	5 000 -	- -	1967 1968	152 000 227 000	Chine
Cypre	1967 1968	14 000 13 399	3 018 3 284	560 240	280 240	- -	- -	1 689 -	140 017 149 991	- 100	279 713	1967 1968	160 263 138 287	Cypre
Colombie	1967 1968	- 195 140	111 072 149 965	- -	- -	- -	- 3 500	9 709 -	- -	- -	- -	1967 1968	120 761 338 905	Colombie
Congo (Brazzaville)	1967 1968	- -	14 286 -	- -	- -	- -	- -	1 942 -	- -	- -	- -	1967 1968	3 900 16 228	Congo (Brazzaville)
Congo (République démocratique du)	1967 1968	- -	7 880 47 280	20 000 -	- -	- -	1 000 1 000	- -	- -	- -	- -	1967 1968	28 880 48 280	Congo (République démocratique du)
Costa Rica	1967 1968	10 000 6 500	- -	- -	- -	1 500 -	- -	- -	- -	- -	- -	1967 1968	11 500 6 500	Costa Rica
Côte d'Ivoire	1967 1968	25 000 25 000	10 204 10 204	- -	6 120 -	- -	- 803	3 760 -	- -	40 486 20 408	- -	1967 1968	79 470 62 535	Côte d'Ivoire

PAYS MEMBRES	EXERCICE	FNUD	FISE	UNRWA	ECR	Fonds général de l'UNEP		FOMU	Fonds des Nations Unies à l'échelle		UNITAR	Fonds d'affectation spéciale y/	EXERCICE	TOTAL	PAYS MEMBRES
						PAM	de l'UNEP		Nations Unies à l'échelle	à l'échelle					
Cuba	1967 1968	75 000 80 000	70 000 70 000	- -	- -	- -	- -	- -	- -	- -	- -	- -	1967 1968	145 000 150 000	Cuba
Dahomey	1967 1968	- -	6 934 -	- -	- -	- -	- -	848 -	- -	- -	- -	- -	1967 1968	7 782 500	Dahomey
Danemark	1967 1968	8 295 563 10 400 000	134 342 466 667	496 986 691 333	101 346 209 333	961 111 938 889	11 200 11 200	124 052 -	120 000 150 000	20 000 20 000	- -	230 311 133 613	1967 1968	10 725 116 13 347 035	Danemark
El Salvador	1967 1968	- -	20 000 -	- -	- -	- -	- -	- -	- -	- -	- -	- -	1967 1968	20 000 -	El Salvador
Equateur	1967 1968	67 690 91 368	16 639 15 873	- -	- -	534 -	- -	- -	- -	329 438	- -	- -	1967 1968	85 132 107 679	Equateur
Espagne	1967 1968	86 250 378 376	100 000 -	- -	- -	3 333 3 334	10 000 10 000	- -	- -	- -	- -	- -	1967 1968	199 583 391 710	Espagne
Etats-Unis d'Amérique	1967 1968	73 741 056 48 456 563	16 309 945 14 119 870	15 300 000 13 300 000	400 000 600 000	2 000 000 2 000 000	456 283 514 723	6 037 306 4 668 073	5 900 000 9 000 000	400 000 400 000	- -	1 444 445 785 000	1967 1968	122 739 035 93 784 239	Etats-Unis d'Amérique
Ethiopie	1967 1968	61 250 -	18 136 18 136	- -	- -	- -	- -	1 689 -	- -	- -	- -	- -	1967 1968	81 075 18 136	Ethiopie
Finlande	1967 1968	900 000 1 400 000	83 333 220 000	65 000 60 000	15 000 40 000	- -	7 800 12 000	86 036 -	150 000 150 000	- -	- -	60 000	1967 1968	1 307 169 1 942 000	Finlande
France	1967 1968	3 470 863 4 249 022	1 130 408 1 410 408	1 125 770 1 094 188	359 242 359 242	360 035 357 143	30 612 30 612	974 812 -	- -	- -	- -	30 000 15 122	1967 1968	7 821 742 7 505 897	France
Gabon	1967 1968	40 818 21 224	16 000 16 000	- -	1 020 -	3 734 -	- -	2 003 -	- -	- -	- -	- -	1967 1968	58 821 41 978	Gabon
Gambie	1967 1968	2 000 2 000	2 240 1 920	- -	240 -	- -	- -	1 689 -	- -	- -	- -	- -	1967 1968	5 080 5 849	Gambie
Ghana	1967 1968	211 224 -	19 609 -	6 000 3 000	- -	- -	1 400 1 400	3 376 -	- -	14 000 -	- -	1 000 1 000	1967 1968	8 400 265 276	Ghana
Grèce	1967 1968	290 000 290 000	138 000 138 000	15 000 15 000	12 000 13 000	- -	- 9 000	10 553 -	1 200 000 1 200 000	- 15 000	- -	6 000 3 000	1967 1968	1 533 553 1 683 000	Grèce
Guatemala	1967 1968	27 000 27 000	15 000 15 000	- -	- -	- -	500 500	5 210 -	- -	- -	- -	- -	1967 1968	47 710 42 500	Guatemala
Guinée	1967 1968	41 674 13 571	17 643 35 286	- -	- -	- -	- -	- -	- -	- -	- -	1 000	1967 1968	60 317 48 897	Guinée
Guyane	1967 1968	100 000 -	882 6 000	- -	- -	- -	- -	1 896 -	- -	- 500	- -	- -	1967 1968	2 780 106 500	Guyane
Haiti	1967 1968	- -	- -	- -	- -	- -	- -	- -	- -	- -	- -	- -	1967 1968	- -	Haiti
Haute-Volta	1967 1968	5 000 5 000	8 163 10 204	- -	- -	- -	- -	- -	- -	- -	- -	- -	1967 1968	13 163 15 204	Haute-Volta
Honduras	1967 1968	- -	20 000 20 000	- -	- -	- -	- -	3 500 3 500	- -	- -	- -	- -	1967 1968	23 500 23 500	Honduras
Hongrie	1967 1968	63 884 25 178	14 906 6 667	- -	- -	- -	4 259 3 333	- -	- -	- -	- -	16 667	1967 1968	83 049 111 845	Hongrie
Inde	1967 1968	3 000 000 3 000 000	- 1 293 333	- -	2 000 2 000	166 666 83 334	35 000 35 000	78 094 -	- -	- 4 366	- -	8 365 -	1967 1968	3 290 085 4 418 093	Inde
Indonésie	1967 1968	71 639 73 563	66 000 -	- -	- -	- -	5 000 -	24 282 -	- -	- -	- -	- -	1967 1968	95 921 144 563	Indonésie
Irak	1967 1968	220 000 -	139 437 -	100 000 100 000	- -	6 666 6 668	1 400 1 400	- -	- -	- -	- -	- -	1967 1968	108 066 467 505	Irak
Iran	1967 1968	380 000 -	283 126 -	6 000 6 000	5 000 -	12 335 -	- -	8 142 -	8 000 -	- -	- -	9 000	1967 1968	428 777 289 126	Iran
Irlande	1967 1968	90 000 115 000	25 149 15 105	65 000 40 000	5 000 7 500	140 017 119 990	- -	32 014 -	- -	- -	- -	1 000 4 500	1967 1968	358 180 312 095	Irlande
Islande	1967 1968	20 266 20 000	10 651 10 684	12 000 -	- -	- -	800 800	8 004 -	2 000 1 000	- -	- -	- -	1967 1968	31 781 36 464	Islande
Israël	1967 1968	313 361 169 428	42 500 -	295 238 -	5 000 -	2 667 2 500	3 000 3 000	7 176 -	5 000 -	6 000 -	- -	2 000	1967 1968	675 842 122 428	Israël
Italie	1967 1968	2 250 000 2 250 000	320 000 420 133	160 100 160 871	3 000 1 200	1 000 000 -	45 600 -	1 384 244 212 174	810 463 -	7 212 22 585	- -	12 501 82 937	1967 1968	5 948 100 3 196 020	Italie

Annexe III

EVOLUTION DU PRODUIT NATIONAL NET, DE LA POPULATION ET DU PRODUIT PAR HABITANT POUR DIVERS GROUPES DE PAYS

A. Pays dont le produit par habitant était supérieur à 1 000 dollars en 1967 (aux prix de 1963)

	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967
PNN (milliards de dollars E.-U.)	846	863	910	951	984	1 042	1 087	1 156	1 225	1 298	1 347
Population (millions)	611	620	629	637	647	656	665	673	681	689	696
PNN par habitant (dollars E.-U.)	1 385	1 393	1 448	1 492	1 521	1 588	1 635	1 717	1 797	1 885	1 936
PNN en pourcentage du total mondial	73,7	73,2	73,3	72,8	72,3	72,6	72,5	72,1	72,6	72,7	72,0
Population en pourcentage du total mondial	22,9	22,9	22,8	22,7	22,6	22,5	22,4	22,2	22,1	21,9	21,7

B. Pays dont le produit par habitant se situait entre 300 et 1 000 dollars en 1967 (aux prix de 1963)

PNN (milliards de dollars E.-U.)	122	127	134	146	160	168	179	197	208	224	243
Population (millions)	324	329	334	339	344	349	354	360	366	371	377
PNN par habitant (dollars E.-U.)	376	385	402	431	465	482	506	547	570	605	645
PNN en pourcentage du total mondial	10,6	10,8	10,8	11,2	11,7	11,7	11,9	12,3	12,4	12,5	13,0
Population en pourcentage du total mondial	12,2	12,1	12,1	12,0	12,0	11,9	11,9	11,9	11,8	11,8	11,7

C. Pays dont le produit par habitant était inférieur à 300 dollars en 1967 (aux prix de 1963)

PNN (milliards de dollars E.-U.)	180	189	197	209	218	226	235	250	254	264	281
Population (millions)	1 727	1 763	1 799	1 837	1 876	1 915	1 956	1 998	2 045	2 088	2 134
PNN par habitant (dollars E.-U.)	104	107	110	114	116	118	120	125	124	126	132
PNN en pourcentage du total mondial	15,7	16,0	15,9	16,0	16,0	15,7	15,6	15,6	15,0	14,8	15,0
Population en pourcentage du total mondial	64,9	65,0	65,1	65,3	65,4	65,6	65,7	65,9	66,1	66,3	66,6

Notes : 1. Le produit national et le produit par habitant sont exprimés aux prix constants (1963).

2. Le total mondial comprend tous les Etats Membres.

3. Les trois groupes entre lesquels les Etats Membres sont répartis (produit par habitant supérieur à 1 000 dollars, entre 300 et 1 000 dollars et inférieur à 300 dollars) ont été constitués sur la base du produit national net par habitant de 1967 aux prix de 1963. Il faut souligner que, si l'on avait choisi une année antérieure pour cette classification, la composition des groupes s'en serait trouvée modifiée car chacun des trois groupes de pays a enregistré une expansion du produit par habitant pendant la décennie couverte par le tableau.

HOW TO OBTAIN UNITED NATIONS PUBLICATIONS

United Nations publications may be obtained from bookstores and distributors throughout the world. Consult your bookstore or write to: United Nations, Sales Section, New York or Geneva.

COMMENT SE PROCURER LES PUBLICATIONS DES NATIONS UNIES

Les publications des Nations Unies sont en vente dans les librairies et les agences dépositaires du monde entier. Informez-vous auprès de votre librairie ou adressez-vous à: Nations Unies, Section des ventes, New York ou Genève.

COMO CONSEGUIR PUBLICACIONES DE LAS NACIONES UNIDAS

Las publicaciones de las Naciones Unidas están en venta en librerías y casas distribuidoras en todas partes del mundo. Consulte a su librero o diríjase a: Naciones Unidas, Sección de Ventas, Nueva York o Ginebra.